



Munich Personal RePEc Archive

Decentralization, Subnational Governments' Behaviour and Macroeconomic Instability: The Case of Malaysia

Abdul Jalil, Ahmad Zafarullah

Université d'Auvergne, Clermont-Ferrand I

20 October 2009

Online at <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/19071/>
MPRA Paper No. 19071, posted 09 Dec 2009 09:30 UTC

Université d'Auvergne, Clermont-Ferrand I
Faculté des Sciences Economiques et de Gestion
Centre d'Etudes et de Recherches sur le Développement International (CERDI)

**DECENTRALIZATION, SUBNATIONAL GOVERNMENTS'
BEHAVIOR AND MACROECONOMIC INSTABILITY: THE CASE
OF MALAYSIA**

Thèse présentée et soutenue publiquement pour l'obtention du
Doctorat en Sciences Economiques

par
ABDUL JALIL Ahmad Zafarullah

Sous la direction de
M. le Professeur Jean-Louis COMBES

Membres du jury :

Directeur M. Jean-Louis COMBES, Professeur à l'Université d'Auvergne

Rapporteurs M. Thierry MADIES, Professeur à l'Université de Fribourg
M. Yvon ROCABOY, Professeur à l'Université de Rennes I

Suffragant Mme. Marie-Françoise RENARD, Professeur à l'Université d'Auvergne

L'Université d'Auvergne n'entend donner aucune approbation, ni improbation aux opinions émises dans cette thèse. Ces opinions sont propres à l'auteur.

*Untuk mak dan abah,
semoga Allah mencucuri rahmat ke atas rohmu.*

Alfatihah...

Remerciement

Les travaux présentés dans cette thèse sont les fruits de tant de rencontres, d'échanges et de soutiens qu'il m'est impossible de remercier tous ceux qui en ont été les acteurs. Conscient du risque d'en oublier tant, je souhaiterais tout de même en saluer quelques uns grâce à qui, par leurs enseignements, leurs conseils, leur aide et leur amitié, ce travail a vu le jour.

Je souhaiterais remercier en tout premier lieu, à mon directeur de thèse, Monsieur le Professeur Jean-Louis Combes qui a accepté de me diriger avec beaucoup de patience et sagesse et a suivi avec attention mon travail tout au long de ma thèse. Je le remercie de m'avoir ainsi guidé tout en me laissant une liberté totale dans mon cheminement intellectuel.

Mes remerciements s'adressent également à Messieurs les Professeurs Thierry Madiès et Yvon Rocaboy pour avoir rapportés cette thèse. Je voudrais remercier vivement Mme le Professeur Marie-Françoise Renard d'avoir acceptée me faire le grand honneur et la joie d'être membre de mon jury de thèse. L'ensemble de leurs commentaires et recommandations me permettront sans aucun doute d'approfondir les thèmes ici abordés.

Je remercie également le CERDI de m'avoir accueilli durant cette période. Une pensée amicale à tous mes camarades de CERDI, avec une mention spéciale à Tra, Chrystelle, Lassana, Guirane, Joseph et Gilbert. A travers nos rencontres et échanges informels j'ai pu élargir mon champ de vision et en même temps enrichir mon travail de recherche.

Enfin, qu'il me soit permis de dédier cet ouvrage à mes parents, à mes enfants (Zaim Azfar et Zaim Affandi), et à Elley, mon amour, sans quoi rien de tout cela n'aurait été possible.

Sommaire

INTRODUCTION GENERALE.....	1
CHAPTER 1. LITERATURE REVIEW.....	12
CHAPTER 2. THE EFFECTS OF DECENTRALIZATION ON MACROECONOMIC INSTABILITY: THE ROLE OF POLITICAL INSTITUTIONS.....	50
CHAPITRE 3. L'INTRODUCTION SUR LE CAS MALAISIE.....	93
CHAPTER 4. THE POLITICAL ECONOMICS OF SUBNATIONAL GOVERNMENTS' FISCAL BEHAVIOR.....	118
CHAPTER 5. INTERGOVERNMENTAL TRANSFERS AND THE FISCAL BEHAVIOR OF MALAYSIAN STATE GOVERNMENTS.....	170
CHAPTER 6. RESTRAINING STATE GOVERNMENTS' SPENDING THROUGH BORROWING RESTRICTIONS.....	263
CONCLUSION GENERALE.....	306

INTRODUCTION GENERALE.

Lors des deux dernières décennies, une vague de décentralisation a déferlé sur le monde entier. En effet, selon Ebel (2000), parmi les 77 pays en développement et en transition recensés dans le monde, 63 ont mis en place une politique de décentralisation.

Il convient tout d'abord de définir ce que l'on entend par décentralisation. Malgré le fait l'existence d'une littérature assez vaste sur la question, il n'y a, à proprement parler pas de définition précise de la décentralisation. Ceci est dû en particulier au fait que ce concept englobe une variété très diverse d'arrangements et de reformes institutionnelles. Selon Bird (1993, p. 208), "*Decentralization seems often to mean whatever the person using the term wants it to mean*".

Oates (1972) a défini la décentralisation comme le degré d'indépendance qu'ont les différents niveaux de gouvernements dans les prises de pouvoir en matière de fourniture de biens publics. Minis et Rondineli (1989) ont distingué trois types de décentralisation : (1) la décentralisation spatiale qui est définie comme un processus de diffusion de la population et des activités urbaines sur l'espace géographique du pays, (2) la décentralisation de marché qui se réfère à un processus de création des conditions dans lesquelles les biens et services sont fournis par le marché et non plus par les décisions gouvernementales et (3) la décentralisation administrative qui est "*...the transfer of responsibility for planning, management and the raising and allocation of resources from the central government and its agencies to field units of government agencies, subordinate units or levels of government, semi-autonomous public authorities or corporations area-wide, regional or functional authorities, or non governmental private or voluntary organization.*" (Rondinelli and Nellis 1986, p.5). Cette dernière catégorie est par la suite divisée en trois types : déconcentration, délégation, et dévolution. On trouve d'ailleurs cette même typologie chez Bird and Vaillancourt (1998) pour lesquels :

- *La déconcentration* est définie comme la dispersion des responsabilités du gouvernement central vers les bureaux régionaux ou vers des unités administratives locales. Le gouvernement central ne fait que déplacer certaines tâches au niveau local sans toutefois accorder aucune marge de manoeuvres à ces unités locales. Ces dernières n'ont ainsi qu'un pouvoir très limité dans la prise de décision.
- *La délégation* est définie comme une situation dans laquelle les gouvernements locaux agissent en tant qu'agents du gouvernement central en exécutant certaines fonctions à la place de ce dernier. Dans ce cas, les gouvernements locaux peuvent avoir une certaine marge de manoeuvre concernant la fourniture des biens publics mais ils doivent en fin de compte suivre les directions et les demandes du gouvernement central.
- *La dévolution* se réfère à la situation dans laquelle les exécutions et l'autorité dans la prise de décision se trouvent entre les mains des gouvernements locaux. Ces derniers sont des unités indépendantes et peuvent donc répondre aux préférences et aux besoins de la population locale en matière des biens et services publics.

Dans le cadre de cette thèse, notre définition de la décentralisation rejoint cette dernière catégorie. Plus particulièrement, une politique de décentralisation est entendue ici comme celle qui résulte d'un accroissement des responsabilités accordées aux gouvernements locaux ou régionaux. Cette situation peut, dans certains cas, se traduire par la création d'une nouvelle entité institutionnelle.

Quelles sont les raisons qui ont poussé autant de gouvernements à décentraliser ? En fait, cette tendance vers la décentralisation est interprétée par certains auteurs comme la dernière étape dans le mouvement dialectique des paradigmes sur le développement (Bardhan and Mokherjee 2005, Sharma 2004). Selon ces auteurs, jusqu'à la moitié des années 80, les idées dominantes sont favorables à un rôle économique très important de l'état qui par la suite a donné naissance à des formes extrêmes de centralisation. Les décisions prises de façon

centralisée ont été considérées comme un moyen pour rationaliser les ressources rares et pour dépolitiser la population alors que la décentralisation a été perçue comme susceptible d'accroître les clivages politiques, ethniques et religieux (Scheineder 2003). Vers la fin des années 80 et le début des années 90, la tendance s'est inversée et a été plutôt vers la réduction du rôle de l'état ainsi que la diminution de la taille du service public. Le service public n'est plus considéré comme un facteur favorable pour la croissance économique mais comme un obstacle. Au milieu des années 1990, on assiste à un renouvellement des idées sur le rôle du secteur public dans le développement économique. La littérature redécouvre ainsi l'importance du rôle du secteur public et notamment celui des gouvernements locaux, ce qui explique les politiques de décentralisation observées dans plusieurs pays (Sharma 2004).

D'autres auteurs mettent plutôt l'accent sur une explication politique pour comprendre l'engouement que suscite la décentralisation (Shahid et al, 1999 ; Rojas 1998 ; Willis et al, 1997). Pour ces auteurs, la décentralisation résulte de la baisse continue de la crédibilité d'un état centralisé. Cette baisse de crédibilité a été attribuée à plusieurs facteurs: à l'échec économique du gouvernement central qui a pour conséquence une baisse du soutien de la part des travailleurs et des employeurs, à l'absence relative de guerres civiles ou de troubles sociaux qui diminuent le degré d'acceptation par la population d'un état central puissant et autoritaire, et enfin à l'émergence d'une classe moyenne urbaine et éduquée qui a pour corollaire une baisse de la relation traditionnelle « patron-client » entre le gouvernement et les gouvernés.

Mais pour certains auteurs, il n'existe pas d'explication générale au phénomène de décentralisation. Les causes de la décentralisation peuvent être très variées et différentes d'un pays à l'autre (Ebel et Yelmez, 2000 ; Litvak et al. 1998). Aussi, Ebel et Yilmaz (2000) ont observé que les pays en développement se sont tournés vers la décentralisation afin d'échapper à « *...the traps of ineffective and inefficient governance, macroeconomic instability and inadequate economic growth* », alors que dans les pays ex-communistes, la décentralisation est la conséquence directe de la transition vers l'économie de marché et la démocratie. Quant aux pays d'Amérique Latine, l'origine de la décentralisation se

trouverait dans la pression politique qu'exerce la population sur le gouvernement pour plus de démocratie. Enfin, sur le continent africain, la décentralisation a servi d'étape vers l'unité nationale.

Quelque soit son origine, une politique de décentralisation aura d'importantes répercussions qui parfois peuvent se révéler contraires aux effets bénéfiques attendus. Il existe une littérature assez vaste et importante sur les effets de la décentralisation notamment dans trois domaines particuliers : la croissance, la gouvernance et la qualité des services publics¹. Cette vaste littérature révèle l'absence d'un consensus chez les économistes quant aux véritables effets de la décentralisation. Par exemple, concernant le lien entre décentralisation et service public, alors que Eskeland et Filmer (2002) ont trouvé que la décentralisation conduisait à un meilleur résultat scolaire parmi les écoliers argentins, West et Wong (2002) ont démontré qu'en milieu rural chinois, la décentralisation s'est traduite par une baisse de la fourniture des services publics.

On remarque également qu'il y a peu d'études qui ont été consacrées aux liens entre décentralisation et stabilité macroéconomique. C'est regrettable dans la mesure où Proudhon (1994) et Rodden (2005) ont suggéré que, du fait notamment des comportements irresponsables des gouvernements locaux sur le plan budgétaire, la décentralisation peut exercer des effets négatifs sur la stabilité macroéconomique. C'est donc à cette question fondamentale que cette thèse sera consacrée.

Notre recherche.

L'objectif principal de cette thèse est de mettre en perspective le lien entre les comportements des gouvernements locaux et les effets de la politique de décentralisation sur la stabilité macroéconomique. Précisément, la thèse s'applique au cas particulier de la Malaisie, ce qui n'empêche cependant pas une étude transversale utilisant des données sur plusieurs pays.

¹ Voir Shah et al. (2004) pour un résumé de ces études ou Breuss et Eller (2006) pour un résumé d'études sur le lien entre décentralisation et croissance économique.

Le choix de la Malaisie est motivé par la constatation que malgré leurs responsabilités assez limitées, les Etats² en Malaisie ont du mal à s'assumer financièrement et dépendent largement des transferts du gouvernement central. De plus, même après avoir pris en compte ces transferts, certains Etats restent largement déficitaires. Mais plus important encore, suite à ces problèmes de financement qui se sont accumulés au cours du temps, certains Etats se sont retrouvés dans des graves difficultés financières et n'arrivaient plus à honorer leurs dettes envers le gouvernement central. Dans une étude publiée en 2004 par le Bureau de l'Auditeur Général de la Malaisie, 7 des 13 Etats ont été qualifiés comme « *at the verge of bankruptcy* » du fait notamment de l'état de leurs finances qui est jugé très médiocre. Il a été révélé que ces sept Etats accumulaient plus de RM 2 milliards (soit environ 570 millions de dollars) de retard dans le service de leur dette envers le gouvernement fédéral³. De plus, ces Etats accusaient également un déficit allant de RM 95 millions (27 millions de dollars) jusqu'au RM761 millions (217 millions de dollars). Par ailleurs, on remarque que ce problème n'est pas un phénomène récent. Déjà en 1967 (10 ans seulement après l'indépendance du pays et 4 ans après la formation de la fédération telle qu'elle est connue aujourd'hui), le ministre des Finances de l'époque a mis en garde certains Etats qui selon lui n'ont pas su gérer leurs finances correctement et qui par la suite ont été obligés de se tourner vers le gouvernement central afin de financer leurs dépenses courantes⁴. Le cas de la Malaisie nous fournit donc un

² Dans le cadre de notre étude, nous allons utiliser le terme « *états* » pour désigner les « *state governments* » qui seront notre principale unité d'analyse. Nous n'utilisons pas le terme « *gouvernements locaux* » pour ne pas confondre avec les « *local governments* » qui constituent un autre type de gouvernement situé en dessous des « *états* ». Le terme « *gouvernements régionaux* » ne convient pas non plus puisqu'il se réfère à un autre niveau de gouvernement ou d'institution qui même s'il n'existe pas formellement, a été occasionnellement utilisé pour désigner le regroupement des « *états* ».

³ Plus exactement Johor RM512.24 millions, Kedah (RM491.83 millions); Pahang (RM312.29 millions); Kelantan (RM153.62 millions); Sabah (RM49.15 millions); Perlis (RM48.18 millions); Terengganu (RM190.77 millions) dan Negeri Sembilan (RM79.66 millions).

⁴ Selon le ministre, «... *in the course of 1965 and 1966, the Federal Treasury had, on a number of occasions, no choice but to issue money from the State Reserve Fund to some states, a few of which had literally no money to pay even the current salaries and wages of their employees...Some of these States can justify their request for assistance from the Federal Government... There are however others which have shown little sense of financial responsibility and which think nothing of indulging in deficit financing without even knowing how their deficits are to be financed... I should now like to state... that the Federal Government will not consider any request for help from any State unless the Treasury is satisfied that the State concerned has practiced the utmost economy and done everything it could to help itself by increasing its revenue to the maximum extent possible from the sources available to it*». (Siaran Akhbar Kuala Lumpur pp.39-40.)

exemple où une politique de décentralisation, même si elle ne se traduit que par un rôle assez limité des gouvernements locaux peut quand même se révéler problématique.

Nous essayons donc tout au long de cette thèse, d'analyser de manière approfondie les causes des problèmes financiers que rencontrent certains des Etats malaisiens et de proposer, en s'appuyant sur les résultats obtenus des mesures de politique afin de les résoudre ou de les réduire. En effet, l'une des explications qui ont été mises en avant par le rapport de l'Auditeur Général pour expliquer ces problèmes est l'irresponsabilité des Etats dans la gestion de leurs finances⁵. Mais comment expliquer ces comportements indisciplinés ? De toute évidence, les Etats ou les gouvernements locaux ne sont pas intrinsèquement mauvais et ne vont pas systématiquement dépenser plus que ne le permettent leurs revenus. Il faut donc chercher les facteurs qui poussent ces Etats à se comporter ainsi.

L'idée centrale de cette thèse est l'hypothèse selon laquelle les Etats tout comme les autres agents économiques ne font que réagir aux incitations inhérentes aux institutions et aux systèmes (sociaux, politiques, institutionnels ou économiques) qui les entourent. Ainsi nous nous demandons si les comportements indisciplinés qui sont à l'origine de ces difficultés financières ne sont pas les conséquences directes des réactions des Etats face aux incitations inhérentes aux institutions malaisiennes. Autrement dit, nous nous posons la question suivante: les institutions qui régissent le système intergouvernemental en Malaisie sont-elles propices à des comportements indisciplinés de la part des Etats?

Afin de répondre à cette question, nous allons identifier ces institutions et examiner leurs caractéristiques pour finalement déterminer quelles sont leurs conséquences sur les comportements des Etats. Evidemment, nous ne pouvons étudier de manière exhaustive toutes les institutions existant dans le pays. Nous limitons donc notre analyse à trois de ces institutions qui selon nous caractérisent le mieux l'environnement dans lequel évoluent les Etats malaisiens.

⁵ L'autre explication consiste à mettre en cause l'étroitesse de la base des revenus octroyée aux états malaisiens.

Tout d'abord, nous nous intéressons à l'institution politique du pays en nous interrogeant sur les effets de représentations des Etats au niveau législatif et exécutif sur les comportements en matière de dépenses. Nous partons de l'hypothèse selon laquelle, les hommes politiques sont des êtres rationnels qui cherchent avant tout à maximiser leur propre bien-être. Ainsi, ils vont agir de manière à faire progresser leur carrière. En agissant de cette façon, il leur arrive de privilégier certains Etats par rapport aux autres en fonction de leur importance pour la progression de leur carrière politique. Et inversement les Etats aussi vont pouvoir utiliser ces hommes politiques notamment s'ils sont bien placés, pour négocier certaines faveurs de la part du gouvernement central. D'où la question : Les Etats malaisiens sont-ils plus irresponsables fiscalement lorsqu'ils ont relativement plus de représentants qui siègent au Parlement et/ou dans les cabinets ministériels ? Nous nous sommes aussi posés la même question dans le cas où le gouvernement au niveau des Etats partage la même idéologie politique que le gouvernement central.

Ensuite, nous nous intéressons au système de transferts intergouvernementaux. Il se peut que les problèmes financiers des Etats malaisiens résultent de leur incapacité à exploiter au mieux leurs ressources fiscales. Cette situation incite les Etats à devenir plus dépendants des transferts intergouvernementaux pour financer leurs dépenses. Or cette dépendance à son tour, peut avoir des effets négatifs sur les comportements des Etats notamment du fait qu'elle casse le lien très important entre dépenses et revenus. Les Etats sachant que leurs dépenses seront en partie financées par « l'argent de l'autre » ont tendance à être moins regardants dans leurs dépenses. En bref, la question que nous nous posons est de savoir s'il y a un lien négatif entre le système de transferts intergouvernementaux et les efforts fournis par les Etats dans la collecte de leurs taxes.

Enfin, nous nous interrogeons sur les effets de l'institution juridique et réglementaire sur les comportements des Etats. Pour faire face au risque de comportements indisciplinés des gouvernements locaux en matière de dépenses, plusieurs pays y compris la Malaisie ont adopté des réglementations qui consistent

à limiter l'accès de ces derniers au crédit. Si ces réglementations sont effectives, elles vont fonctionner comme une sorte de contrainte de liquidité sur les décisions des Etats en matière de dépenses. Et indirectement, le gouvernement fédéral va pouvoir contrôler les dépenses des Etats. La question que nous nous posons est de savoir si ces réglementations ont été considérées par les Etats comme une véritable contrainte budgétaire ou bien si elles sont facilement contournées.

La structure de la thèse.

Cette thèse sera divisée en cinq chapitres.

Nous commençons dans le premier chapitre par une revue de littérature sur les fondements théoriques de la décentralisation. Ensuite, nous présenterons les études empiriques qui ont été faites sur les conséquences de la politique de décentralisation, à savoir les effets sur la croissance économique, ceux sur la gouvernance et la corruption et ceux sur la fourniture des services et biens publics.

Avant de commencer notre étude sur le cas malaisien, il est nécessaire dans un deuxième chapitre de faire une analyse économétrique sur les effets de décentralisation sur la stabilité macroéconomique, d'autant plus qu'une revue de littérature montre que ce sujet a été relativement très peu abordé. Notre étude empirique sur les effets de la décentralisation sur la stabilité macroéconomique commence par la présentation des fondements théoriques de la relation entre ces deux variables. Nous procédons ensuite à l'estimation économétrique en utilisant la méthode de données de panel. Dans notre estimation, nous utilisons trois variables pour représenter la stabilité macroéconomique : le taux d'inflation, le taux de change et le déficit budgétaire du secteur public. La décentralisation est mesurée par la proportion des dépenses et des revenus des gouvernements locaux.

Notre analyse sur le cas malaisien est abordée à partir du chapitre 3. Dans ce chapitre, nous présentons le fonctionnement du fédéralisme budgétaire tel qu'il est pratiqué dans ce pays. Nous examinons tout d'abord les circonstances qui ont amené à l'adoption d'un système fédéral. Puis, nous analysons comment les

différentes fonctions et responsabilités ainsi que les sources de revenus sont partagées entre les différents niveaux du gouvernement. Les conséquences de cette répartition sont ensuite abordées dans la section suivante.

Dans le chapitre 4, nous examinons empiriquement les effets des variables politiques et institutionnelles sur les comportements des Etats. En utilisant la méthode des moments généralisés (GMM) proposée par Arrelano et Bond (1992), nous testons l'hypothèse selon laquelle le fait d'avoir plus de représentants au Parlement et dans l'exécutif influence les comportements des Etats en matière des dépenses. Nous nous intéressons aussi à la question de savoir s'il y a effectivement un transfert de ressources supplémentaires par le biais de ces variables politiques et institutionnelles.

Le chapitre 5 sera consacré à l'analyse des effets du système de transferts intergouvernementaux sur les efforts fournis par les Etats dans la collecte des taxes. A cet effet, nous utilisons la méthode d'analyse de frontière stochastique qui nous permet d'avoir non seulement les niveaux d'efficience technique des Etats dans leur collecte des taxes mais également les différents facteurs qui expliquent ces efficacités techniques. Ainsi en introduisant les transferts intergouvernementaux comme l'un de ces facteurs, nous allons pouvoir examiner empiriquement les effets de ces derniers sur leurs comportements en matière de collecte de leurs propres revenus.

Finalement dans le chapitre 6, nous abordons la question relative aux effets des réglementations concernant l'accès des Etats au crédit sur les comportements de ces derniers. Pour cela, nous nous référons à la théorie du revenu permanent dans l'hypothèse des anticipations rationnelles (Hall 1976) selon laquelle les décisions de consommation sont prises par les agents économiques de manière à maximiser leur utilité compte tenu de leur contrainte budgétaire. En adaptant cette méthodologie aux comportements des Etats, nous faisons l'hypothèse selon laquelle les réglementations vont agir comme une contrainte de liquidité qui empêchera les Etats de lisser leur consommation dans le temps. Autrement dit, si les réglementations sont effectives, les Etats ne vont pas pouvoir observer un comportement de « *forward-looking* » et vice-versa. Afin de tester cette théorie

empiriquement, nous utilisons la méthode de moments généralisés (GMM) proposée par Arrelano et Bond (1992).

Nous espérons donc a partir de cette thèse proposer une autre approche permettant d'aborder la problématique des difficultés financières auxquelles doivent faire face la plupart des Etats malaisiens depuis plusieurs années. En mettant en lumière les rôles des différentes institutions qui régissent le fonctionnement du fédéralisme budgétaire dans ce pays, nous espérons pouvoir mieux comprendre les comportements des Etats et par la suite contribuer a l'élaboration des politiques économiques plus adaptés aux circonstances du pays afin de résoudre de manière plus efficace ces problèmes.

CONCLUSION GENERALE

Il y a deux objectifs principaux que nous essayons d'atteindre dans cette thèse. Premièrement, nous essayons d'examiner empiriquement les effets de la décentralisation sur la stabilité macroéconomique. Cette recherche est motivée par la constatation que s'il existe une littérature assez importante sur l'impact de décentralisation sur la croissance, la question des effets de la décentralisation sur la stabilité macroéconomique reste relativement peu développée. Cependant, force est de constater que l'issue d'une politique de décentralisation qui en résumé consiste à accorder plus de pouvoirs et de responsabilités aux gouvernements locaux, est largement dépendante des comportements de ces derniers. Ainsi, nous avons été amenés dans la deuxième partie de notre thèse de traiter des questions des déterminants des comportements des gouvernements locaux. Plus spécifiquement, nous essayons de mettre en relation les comportements des gouvernements locaux avec les institutions qui les entourent et plus particulièrement les incitations qui résultent de ces institutions. Nous avons pour cela choisi la Malaisie comme notre étude de cas.

Contrairement à ce que démontrent certains économistes, nous n'avons pas trouvé des effets négatifs de la décentralisation sur la stabilité macroéconomique. Nous avons choisi comme indicateurs de stabilité macroéconomique les trois variables suivantes; le taux d'inflation, le taux de change *de facto* et le déficit budgétaire. Quant à la décentralisation, elle est représentée par la proportion des dépenses des gouvernements locaux et régionaux sur la dépense totale des gouvernements et la proportion du revenu des gouvernements locaux et régionaux par rapport au revenu total des gouvernements. Nos estimations ont montré que la décentralisation a conduit à moins de variation dans le taux d'inflation et de taux de change. Quant au déficit budgétaire, les résultats des estimations ne sont pas significatifs statistiquement, ce qui signifie qu'il n'y a pas de relation entre les deux variables. Il est aussi intéressant de noter les rôles importants que jouent les variables institutionnelles et politiques sur les effets de la décentralisation sur la stabilité macroéconomique. Nos résultats montrent que les effets de

décentralisation sur la stabilité macroéconomique sont atténués dans le cas où il y a plus de corruption ou dans le cas où la gouvernance est moins bonne.

Notre étude sur le cas malaisien commence à partir du chapitre 3 en présentant le cadre général et historique du pays. Plus particulièrement, nous avons montré quelles sont les circonstances qui ont mené à l'adoption d'un système fédéral dans ce pays. Nous avons également montré comment ce système a conduit à des déséquilibres sociaux et économiques que le pays a du mal à résoudre jusqu'à présent.

Dans le chapitre 4 nous nous demandons si les comportements des gouvernements des Etats en Malaisie sont influencés par les facteurs politiques et institutionnels. Plus précisément, nous sommes partis de l'hypothèse selon laquelle les Etats qui ont plus de représentants au législatif et à l'exécutif seraient plus enclins à être moins regardant dans leurs dépenses. Nous avons également testé les effets « *partisans* » selon lesquels les Etats qui partagent les mêmes sentiments idéologiques avec le gouvernement central seraient plus dépensiers que les Etats qui ne le sont pas. Les résultats de nos estimations économétriques ont montré que les Etats qui sont surreprésentés à l'exécutif ont des niveaux des dépenses et de déficits plus élevés. Cependant, la surreprésentation au niveau législatif n'a pas d'effet sur les niveaux de dépenses et de déficits des Etats. Ceci peut s'expliquer par le fait que dans la plupart des pays en développement, y compris la Malaise, les pouvoirs décisifs sont concentrés entre les mains de l'exécutif. La législature quant à elle, n'a qu'un rôle très limité. Notre résultat a aussi démontré que l'appartenance idéologique n'a pas d'effet significatif sur les comportements en matière des dépenses des gouvernements des Etats. Ces résultats semblent cependant contraires aux traitements accordés par le gouvernement central aux Etats qui sont ou ont été contrôlés par l'opposition. Ensuite, nous avons examiné si les Etats qui sont surreprésentés au niveau exécutif ont effectivement reçu des fonds supplémentaires de la part du gouvernement central. Autrement dit, les représentants des Etats au niveau exécutif ont-ils joué un rôle dans l'obtention des fonds supplémentaires pour leurs Etats ? Afin de répondre à cette question, nous avons estimé la corrélation entre la surreprésentation au niveau exécutif et trois types de transferts de fonds – les

transferts intergouvernementaux, les prêts fédéraux et l'allocation des fonds pour le plan de développement. Nos résultats ont montré qu'aucune de ces trois variables n'est significativement corrélée avec la surreprésentation au niveau de l'exécutif, ce qui signifie que les dépenses/déficits supplémentaires des Etats surreprésentés à l'exécutif ne sont pas financés par ces transferts. Cependant, il existe d'autres transferts plus officieux que nous n'avons pas pu tester dans le cadre de cette thèse à cause notamment du manque des données.

Le chapitre 5 examine le lien entre l'effort fiscal des Etats malaisiens et les transferts fédéraux. Dans la littérature, il a été démontré que les transferts de la part du gouvernement central peuvent décourager l'effort fourni par les gouvernements locaux dans la collecte de leurs taxes surtout si ces transferts sont obtenus de manière relativement facile. Dans le cas malaisien, en utilisant la méthode de l'analyse des frontières stochastiques, nous avons démontré que l'efficacité des Etats dans la collecte de leurs taxes est négativement corrélée avec le montant des transferts qu'ils reçoivent du gouvernement fédéral. En même temps, nous avons trouvé que les Etats sont de plus en plus efficaces dans la collecte de leurs taxes. Ensemble, ces résultats suggèrent qu'une meilleure progression dans la collection des taxes pourrait être obtenue si les effets négatifs des transferts fédéraux sont minimisés.

Enfin, le dernier chapitre est consacré à l'évaluation de l'impact des contraintes institutionnelles sur les comportements des Etats en Malaisie. L'Article 111(2) de la Constitution de la Malaisie stipule que les Etats ne peuvent emprunter qu'une fois l'autorisation du gouvernement fédéral obtenue. Cette contrainte a pour but de limiter l'accès des gouvernements des Etats au crédit et éventuellement de contrôler leurs dépenses. Dans ce chapitre, nous nous interrogeons sur l'efficacité d'une telle réglementation. Pour ce faire, nous avons adopté le modèle des anticipations rationnelles de Hall (1976) ; si la réglementation agit comme une sorte de contrainte de liquidité, les Etats ne vont pas pouvoir lisser leurs comportements dans le temps. Nos estimations ont cependant démontré que les Etats se comportent comme s'il n'existait aucune contrainte de liquidité. Et les mêmes résultats sont obtenus après avoir contrôlé pour les niveaux de revenus. Ces résultats peuvent être interprétés comme le signe

que la loi qui régleme nte l'accès des Etats au crédit n'est pas effective. Nous pensons que cela peut s'expliquer par trois raisons principales: les responsabilités très limitées des Etats, la dépendance des Etats vis-à-vis des emprunts fédéraux pour financer leurs dépenses et la mainmise des hommes politiques dans l'obtention de l'autorisation pour faire des emprunts.

Recommandations

Notre analyse sur les effets des environnements institutionnels et politiques sur les comportements des Etats malaisiens nous a permis de faire les recommandations de politique économiques suivantes.

- 1) Il faut que le gouvernement central adopte une position plus claire lorsqu'il s'agit de résoudre des problèmes financiers auxquels doivent faire face les gouvernements des Etats. Ceci est nécessaire afin d'éviter de mauvaises espérances de la part de ces derniers, notamment en ce qui concerne les aides financières qu'ils vont recevoir de la part du gouvernement central.
- 2) La mainmise des hommes politiques (à l'exécutif ou à la législature) dans les décisions que prend le gouvernement central sur les affaires concernant les gouvernements des Etats tels que l'allocation des transferts fédéraux, doit être contrôlée et limitée au minimum. Ceci dans le but de rendre ces décisions les plus objectives possibles.
- 3) Il faut aussi qu'une plus grande autonomie financière soit accordée aux Etats en leur délégrant plus de pouvoir de taxation. Mais il faut aussi que les Etats soient plus efficaces dans la collecte de leurs taxes afin d'éviter que ces nouvelles taxes ne viennent s'ajouter aux montants déjà élevés des arriérés des taxes non collectés. Pour cela, le gouvernement central peut fournir une assistance technique et financière temporaire afin d'aider les Etats à améliorer leur système de collecte.
- 4) Concernant les transferts fédéraux, l'actuel système ne semble pas avoir réussi à résoudre le problème d'inégalités entre les Etats. Il y a donc besoin d'un système de transfert qui prend en compte les différences de capacités entre les Etats. Par ailleurs, il faut

également que l'allocation de ces transferts soit faite de façon plus objective et transparente.

- 5) Quant à l'accès aux emprunts, il semble que même si le gouvernement central est le seul à donner la permission aux Etats de faire des emprunts, cette permission semble trop facilement accordée. Il faut que des conditions plus strictes comme le montant des dettes déjà contractées ainsi que la performance des Etats en termes des services de la dette soient prises en compte avant que de nouveaux emprunts soient accordés. Il semble aussi qu'il y ait besoin d'une meilleure appréhension des coûts et des bénéfices des projets qui vont être financés par ces emprunts, notamment en termes de revenus générés qui vont en partie déterminer la capacité des Etats à rembourser leurs dettes dans le futur.
- 6) Les Etats doit aussi être rendus responsables de leurs actes non seulement auprès du gouvernement central mais également auprès des électeurs afin de les rendre plus responsables dans la gestion de leurs dépenses. Le système politique actuel n'est pas propice à cela car la population locale ne juge pas vraiment les hommes politiques selon leurs performances mais plutôt selon leur appartenance politique. En plus, le système électoral qui est loin d'être démocratique rend la tâche plus difficile. L'accès à l'information est lui aussi loin d'être parfait. La population est souvent ignorante de la gestion financière des Etats (ils sont plus orientés vers la performance économique comme la croissance).

Bibliography

Acemoglu D., S. Johnson, J. Robinson & Y. Thaicharoen. (2003). Institutional causes, macroeconomic symptoms: Volatility, crises, and growth. *Journal of Monetary Economics*, vol. 50, pp. 49–123.

Ahmad E. (1997). *Financing decentralized expenditures: An international comparison of grants*. Cheltenham, UK, Edward Elgar.

Ahmad J., S. Devarajan, S. Khemani & S. Shah. (2005). Decentralization and service delivery. *World Bank Policy Research Working Paper* no. 3603 Washington D.C.

Aigner D., C.A. Knox-Lovell & Peter Schmidt. (1977). Formulation and estimation of stochastic frontier production function models. *Journal of Econometrics*, vol. 6, pp. 21-37.

Al-Marhubi F. A. (2000). Corruption and inflation. *Economics Letters*, vol. 66, no. 2, pp.199-202.

Alesina A. (1987). Macroeconomic policy in a two-party system as a repeated game. *Quarterly Journal of Economics*, vol. 102, pp. 651–678.

Alesina A. & H. Rosenthal. (1995). *Partisan politics, divided government, and the economy*. Cambridge, Cambridge University Press.

Alesina A. & R. Peroti. (1995). Fiscal expansions and adjustments in OECD countries. *Economic Policy*, vol. 21, pp.205–248.

Alesina A., N. Roubini & G. Cohen. (1997). *Political cycles and the macroeconomy*. Cambridge, The MIT Press.

Alexeev M. & G. Kurlyandskaya. (2003). Fiscal federalism and incentives in a Russian region. *Journal of Comparative Economics*, vol. 31, pp. 20-33.

Alvarez R.M., G. Garret & P. Lange. (1991). Government partisanship, labor organization and macroeconomic performance. *American Political Science Review* vol. 85, pp. 541–556.

Akai N. & M. Sakata. (2002). Fiscal decentralization contributes to economic growth: evidence from state-level crosssectional data for the United States. *Journal of Urban Economics*, vol. 52, pp. 93–108.

Akai, N., Y. Nishimura & M. Sakata. (2004). Fiscal decentralization, economic growth and economic volatility: Theory and evidence from state-level cross-section data for the United States. The Centre for International Trade Studies *Discussion Paper Series* no. 03-F-2, Yokohama National University,.

Akin J., P. Hutchinson & K. Strumpf. (2001). Decentralized and government provision of public goods: the public health sector in Uganda. *MEASURE Evaluation: Carolina Population Center, University of North Carolina and Chapel Hill, March*. Processed.

Ansolabehere S. & J.M. Snyder (2003). Party control of state government and the distribution of public expenditures. Unpublished paper, Departments of Political Science and Economics, Massachusetts Institute of Technology.

Aragón F.M. & V. J. Gayoso. (2005). Intergovernmental transfers and fiscal effort in Peruvian local governments. Universidad del Pacífico licentiate thesis.

Arikan G.G. (2004). Fiscal decentralization: A remedy for corruption? *International Tax and Public Finance*, vol. 11, no. 2, pp. 175-95.

Arrow K. (1963). *Social choice and individual values*. New Haven, Yale University Press.

Arzaghi M. & J.V. Henderson. (2005). Why countries are fiscally decentralizing. *Journal of Public Economics*, vol. 89, pp. 1157-1189.

Asan Ali G. H. (2004). *Growth, Structural Change and Regional Inequality in Malaysia*. Aldershot, Ashgate Publishing Ltd.

Aubin C. & J. Leonard. (2000). Fédéralisme budgétaire: et s'il était urgent d'attendre ? Paper presented at "CEDECE 2000 - La dynamique de la démarche communautaire dans la construction européenne", Poitiers, October 2000.

Azam J.P. (2001). Inflation and macroeconomic instability in Madagascar. *African Development Review*, vol.13, no. 2, pp.175-201.

Azfar O., S. Kāhkōnen & P. Meagher. (2000). Conditions for effective decentralized governance: A synthesis of research findings. *IRIS Center Working Paper*, University of Maryland.

Azfar O. & J. Livingston. (2002). Federalist disciplines or local capture? An empirical analysis of decentralization in Uganda. *IRIS Center Working Paper*, University of Maryland.

Bahl R. (1999). Implementation rules for fiscal decentralization. Andrew Young School of Policy Studies, unpublished manuscript, Georgia State University.

Bakar N.A. (2006). Growth and development policies in Malaysia. Paper presented at "IX AISPE conference - The Theory and Practice of Economic Policy: Tradition and Change", Padua Italy June 2006.

Balla, S. J., E. D. Lawrence, F. Maltzman & L. Sigelman. (2002). Partisanship, blame avoidance, and the distribution of legislative pork. *American Journal of Political Science*, vol. 46, pp. 515–25.

Baltagi B. (1995). Editor's introduction Panel data. *Journal of Econometrics*, vol. 68, no. 1, pp. 1-4

Baqir R.(1999). Districts, spillovers, and government overspending. *Macroeconomics and Growth Working Paper 2192*, Development Research Group, World Bank Washington D.C.

Barankay I. & B. Lockwood. (2005). Decentralization and the productive efficiency of government: Evidence from Swiss cantons. *Economics Discussion Papers 597*, University of Essex..

Bardhan P. (2002). Decentralization of governance and development. *Journal of Economic Perspectives*, vol. 16, no.4, pp. 185-205.

Bardhan P. & D. Mookherjee. (2000). Capture and governance at local and national levels. *American Economic Review*, vol. 90, no. 2, pp. 135-139.

_____. (2003). Pro-poor targeting and accountability of local governments in West Bengal. *The Institute for Economic Development Working Papers dp-138*, Boston University.

_____. (2005). Decentralization, corruption and government accountability: An overview. *Working Papers Series WP2005-023*, Boston University

_____. (2006). Decentralisation and accountability in infrastructure delivery in developing countries. *Economic Journal*, vol. 116, no. 508, pp.101-127.

Barnett R. R., R. Levaggi & P. Smith. (1991). Does the flypaper model stick? A test of the relative performance of the flypaper and conventional models of local government budgetary behaviour. *Public Choice*, vol. 69, no. 1, pp. 1-18.

Baron. D. (1994). Electoral competition with informed and uninformed voters. *American Political Science Review*, vol. 88, pp. 33-47.

Baron D. & J. Ferejohn. (1986). Bargaining in legislatures. Unpublished, Stanford University.

Barro R. (1990). Government spending in a simple model of endogenous growth. *Journal of Political Economy*, vol. 98, pp.108–25.

_____ (1996). *Getting it right: Markets and choices in a free society*. Cambridge, Massachusetts, MIT Press.

Barro R.J. & D.B. Gordon. (1983). A positive theory of monetary policy in a natural-rate model. *NBER Working Papers* 807.

Baretti C, Huber B., & K. Lichtblau. (2000). A tax on tax revenue: The incentive effects of equalizing transfers: Evidence from Germany. *CESifo Working Paper* no. 333, Munich.

Battese G. E. & T. Coelli. (1992). Frontier production functions, technical efficiency and panel data with application to paddy farmers in India. *Journal of Productivity Analysis*, vol. 3, pp.153-169.

_____. (1995). A model for technical inefficiency effects in a stochastic frontier production function for panel data. *Empirical Economics*, vol. 20, pp. 325-33

Becker E. (1996). The illusion of fiscal illusion: Unsticking the flypaper effect. *Public Choice*, vol. 86, pp. 85-102.

Belleflamme, P. & J. Hindriks. (2003). Yardstick competition and political agency problems. *Social Choice and Welfare*, vol. 24, no. 1, pp. 155-69.

Beniers K.J. (2005). Party governance and the selection of parliamentarians. *Tinbergen Institute Discussion Papers* 05-080/1, Tinbergen Institute.

Besley T. & A. Case. (1995). Incumbent behavior: Vote-seeking, tax-setting, and yardstick competition. *American Economic Review*, vol. 85, no. 1, pp. 25-45.

Besley T. & S. Coate. (1998). Sources of inefficiency in a democratic representative democracy: A dynamic analysis. *American Economic Review*, vol. 88, no. 1, pp. 139-156.

_____. (2000). Centralized versus decentralized provision of local public goods: a political economy analysis. *CEPR Discussion Papers* 2495.

_____. (2003). Centralized versus decentralized provision of local public goods: a political economy approach. *Journal of Public Economics*, vol. 87, pp. 2611-37.

Besley T. & M.Smart. (2003). Fiscal restraints and voter welfare. unpublished paper, London School of Economics

Bickers K.N. & R.M. Stein. (1996). The electoral dynamics of the federal pork barrel. *American Journal of Political Science*, vol. 40, no. 4, pp. 1300–25.

Biehl D. (1994). Fiscal Federalism in Germany. In *Economic Union in Federal Systems*, ed. Mullins A., Saunders C, The Federation Press.

Bird R.M. (1993). Threading the fiscal labyrinth: Some issues in fiscal decentralization. *National Tax Journal*, vol. 46, pp. 207-227.

_____. (1994). A comparative perspective on federal finance. The future of fiscal federalism. School of Policy Studies, pp. 293-322, Queen's University.

_____. (1994). Decentralizing infrastructure: For good or for ill? *World Bank Policy Research Working Paper*, no. 1258.

_____. (1999). Fiscal federalism. In *The Encyclopedia of Taxation and Tax Policy*. Urban Institute Press.

Bird R.M. & F. Vaillancourt. (1997). Decentralisation financière et pays en développement: Concepts, mesure et évaluation. Centre interuniversitaire de recherche en économie quantitative, CIREQ, *Cahiers de recherche no. 9714*.

_____. (1998). *Fiscal decentralization in developing countries*. Cambridge, Cambridge University Press

Bird R.M. & M. Smart. (2002). Intergovernmental fiscal transfers: International lessons for developing countries. *World Development*, vol. 30, no. 6, pp. 899-912.

Bird R.M., B. Dafflon, C. Jeanrenaud & G. Kirchgassner. (2003). Assignment of responsibilities and fiscal federalism. *Politorbi*, no. 32, pp. 58-78.

Blanchard O. & A. Shleifer. (2000). Federalism with and without political centralization: China versus Russia. *NBER Working Papers* 7616.

Boadway, R. & F. Flatters. (1982a) *Equalization in a Federal State: An economic analysis*. Ottawa, Economic Council of Canada.

_____. (1982b). Efficiency and equalization payments in a federal system of government: A synthesis and extension of recent results. *Canadian Journal of Economics*, vol. 15, no. 4, pp. 613-33.

Boadway R. & P.A.R. Hobson. (1993). *Intergovernmental fiscal relations*. Toronto, Canadian Tax Foundation.

Boadway R.W., S. Roberts & A. Shah. (1994). The reform of fiscal systems in developing and emerging market economies: a federalism perspective. *World Bank Policy Research Working Paper Series* 1259 Washington D.C.

Bomfim A. & A. Shah. (1994). Macroeconomic management and the division of powers in Brazil: Perspectives for the 1990s. *World Development*, vol. 22, no. 4, pp. 535-542.

Borcherding T. E. & R. T. Deacon. (1972). The demand for the services of non-federal governments. *The American Economic Review*, vol. 62, no. 5, pp. 891-901.

Bordignon M., L. Colombo & U. Galmarini. (2003). Fiscal federalism and endogenous lobbies' formation. *CESifo Working Paper Series* no. GmbH.

Bordignon M., F. Cerniglia & F. Revelli. (2004). Yardstick competition in intergovernmental relationships: Theory and empirical predictions. *Economics Letters* vol. 83, pp. 325-33.

Borge L.E., M. Dahlberg & P. Tovmo. (2001). The intertemporal spending behavior local government a comparative analysis of the Scandanavian countries. Paper presented at "Annual Meeting of the European Public Choice Society", Siena.

Bradbury J.C. & W.M. Crain. (2001). Legislative organization and government spending: cross-country evidence. *Journal of Public Economics*, vol. 82, no. 3, pp. 309-325.

Brennan G. & J. Buchanan. (1980). *The power to tax: Analytical foundations of a fiscal constitution*. New York, Cambridge University Press.

Breton A. (1996). *Competitive governments: An economic theory of politics and public finance*. New York, Cambridge University Press.

_____. (2000). An introduction to decentralization failures. Paper presented at "Conference on Fiscal Decentralization", november 20-21, 2000.

Breuss F. & M. Eller. (2004). Fiscal decentralization and economic growth: Is there really a link. *CESifo DICE Report* 1/2004, pp. 3-9.

_____. (1989). Bargaining in legislatures. *American Political Science Review*, vol. 87, pp. 34-47.

Brueckner J.K. (2006). Fiscal federalism and economic growth. Mimeo, available at: <http://www.socsci.uci.edu/~jkbrueck/growth.pdf>

Bruhn K. (1996). Social spending and political support: The 'lessons' of the national solidarity program in Mexico. *Comparative Politics*, vol. 28, no. 2, pp. 151-77.

Buchanan J.M. (1950). Federalism and fiscal equity. *American Economic Review*, vol. 40, pp. 583-599.

Buchanan J.M. & G. Tullock. (1962). *The calculus of consent*. Ann Arbor: University of Michigan Press.

Bueno de Mesquita B., A. Smith, R. Siverson & J.D. Morrow. (2003). *The logic of political survival*. Cambridge, Massachusetts, MIT Press.

Cabrero E. & I. Orihuela. (2000). Expansión financiera y gestión hacendaria en municipios de México (1978-1997). *CIDE-Administración Pública*, Mexico.

Cai H. & D. Treisman. (2004a). State corroding federalism. *Journal of Public Economics*, vol. 88, pp. 819-843.

_____. (2004b). Does competition for capital discipline governments? Decentralization, globalization and public policy. *American Economic Review*.

Carrillo J.D. & T. Mariotti. (2001), Electoral competition and politicians turnover. *European Economic Review*, vol. 45, pp. 1-25.

Case A. (2001). Election goals and income redistribution: Recent evidence from Albania. *European Economic Review*, vol. 45, pp. 405–23.

Castles F.G. (1999). Decentralization and the post-war political economy. *European Journal of Political Research*, vol. 36, pp. 27-53.

Chaparro J. C., M. Smart & J.G. Zapata (2004). Intergovernmental transfers and municipal finance in Colombia. *International Tax Program University of Toronto Paper* no. 0403

Chin J. (1996). The 1995 Malaysian general election: Mahathir's last triumph? *Asia Survey*, vol. 36, no. 4, pp. 393-409.

Collie M.P. (1988). The legislature and distributive policy making in formal perspective. *Legislative Studies Quarterly*, vol. 13, no. 4, pp. 427-458.

Cohen J. & S. Peterson. (1999). *Administrative decentralization: strategies for developing Countries*. West Hartford, CT, Kumarian Press.

Cooter D.R. (2003). Federalism with two languages. *Berkeley program in Law & Economics working paper series*, no. 108.

Correa P. & R. Steiner. (1999). Decentralization in Colombia: Recent changes and main challenges. In *Colombia: An opening Economy?* eds. C. Callahan and F.R. Gunter. Stamford, Connecticut, JAI Press.

Cox G.W. & M.D. McCubbins. (1986). Electoral politics as a redistributive game. *Journal of Politics*, vol. 48, pp. 370–89.

Crèmer J., A. Estache & P. Seabright. (1995). The decentralisation of public services: Lessons from the theory of the firm. in *Decentralizing Infrastructure: Advantages and Limitations*, A. Estache (ed), *World Bank Discussion Papers* 290, Washington D.C.

Crisp B. & R.E. Ingall. (2002). Institutional engineering and the nature of representation: Mapping the effects of electoral reform in Colombia. *American Journal of Political Science*, vol. 46, no. 4, pp. 733–48.

Crook R. & J. Manor. (1998). *Democracy and Decentralization in South Asia and West Africa*. Cambridge, Cambridge University Press.

_____. (2000). Democratic decentralization. *Operation Evaluation Department Working Paper*, World Bank, Washington D.C.

Cuthbertson K., J.S. Foreman-Peck & P. Gripiaios. (1981). A model of local authority fiscal behavior. *Public Finance*, vol. 26, no 2, pp. 229-241.

Dafflon B. (1977). *Federal finance in theory and practice: with special reference to Switzerland*. Bern, Paul Haupt.

Dahlberg M. & E. Johansson. (2002). On the vote-purchasing behavior of incumbent governments. *American Political Science Review*, vol. 96, no.1, pp. 27–40.

Dasgupta, S., A. Dhillon & B. Dutta. (2001). Electoral goals and center–state transfers in India. Working paper www.warwick.ac.uk/economics/dutta/

Davoodi H. & H.F. Zou. (1998). Fiscal decentralization and economic growth : A cross-country study. *Journal of Urban Economics*, vol. 42, pp. 244-257.

de Mello L. R. (2000). Fiscal decentralization and intergovernmental fiscal relations: A cross-country analysis. *World Development*, vol. 28, pp. 365-380.

_____. (2004). Fiscal decentralization and subnational expenditure policy. *World Bank Policy Paper*, Washington D.C..

de Mello L. & M. Barenstein. (2001). Fiscal decentralization and governance: A cross-country analysis. *IMF working paper no. 01/07* Washington D.C.

Denemark D. (2000). Partisan pork barrel in parliamentary systems: Australian constituency-level grants. *Journal of Politics*, vol. 62, no. 3, pp. 896–915.

Dewatripont M. & E. Maskin. (1995). Credit and efficiency in centralized and decentralized economics. *Review of Economic Studies*, vol. 62, no. 4, pp. 541-556.

Diaz-Cayeros A., B. Magaloni & B. Weingast. (2000). Federalism and democratization in Mexico. Paper presented at the Annual Meeting of the American Political Science Association, Washington, D.C.

Dillinger W. (1997). *Brazil's state debt crisis: Lessons learned*. Washington D.C, World Bank.

Dixit A. & J. Londregan. (1996). The determinants of success of special interests in redistributive politics. *Journal of Politics*, vol. 58, no. 4, pp. 1132–55.

_____. (1998). Ideology, tactics, and efficiency in redistributive politics. *Quarterly Journal of Economics*, vol. 113, no. 2, pp. 497–529.

_____. (1998). Fiscal federalism and redistributive politics. *Journal of Public Economics*, vol. 68, pp. 153-180.

Dreher A. (2006). Power to the people? The impact of decentralization on governance. Konjunkturforschungsstelle *Swiss Institute for Business Cycle Research Working paper* no 121.

Ebel D.R. (2001). Democracy, decentralization and development. Intergovernmental Fiscal relations and Local Financial Management program. World Bank Institute, WB.

Ebel D.R. & S. Yilmaz. (2000). Intergovernmental relations: Issues in public policy. In *Forum on Fiscal Decentralization in Bosnia and Herzegovina: Conference Proceedings*, ed. Mila Zlatic. Washington DC, The Fiscal Decentralization Initiative for Central Eastern Europe.

_____. (2001). Concept of fiscal decentralization and worldwide overview. Paper presented at “International Symposium Québec Commission on Fiscal Imbalance”, Québec City, Québec September 13 and 14.

_____. (2003). On the measurement and impact of fiscal decentralization. In *Public Finance in Developing and Transitional Countries*, eds. Jorge Martinez-Vazquez and James Alm. Cheltenham, Edward Elgar.

Edwards J. & M. Keen. (1996), Tax competition and Leviathan’, *European Economic Review*, vol. 40, pp. 113—134.

Ellis F. & G. Bahiigwa. (2003). Livelihoods and rural poverty reduction in Uganda. *World Development*, vol. 31, pp. 997-1013.

Elazar D. J. (1987). *Federalism as grand design: Political philosophers and the Federal principle*. Lanham, MD, University Press of America.

Enikolopov R. & E. Zhuravskaya. (2006). Decentralization and political institution. *CEFIR/NES Working Paper series no. 65*.

Eskeland G. & Filmer D. (2002). Autonomy, participation, and learning in Argentine schools: Findings and their implications for decentralization. *World Bank Working Paper No. 2766*. Washington D.C.

Estache A. & S. Sinha. (1995). Does decentralization increase spending on public infrastructure? *World Bank Policy Research Working Paper, no. 1457*.

Faguet J. P. (2001). Does decentralization increase government responsiveness to local needs? Decentralization and public investment in Bolivia. *Centre for Economic Performance Working Paper*, London School of Economics.

Faguet J.P & F. Sanchez. (2006). Decentralization's effects on educational outcomes in Bolivia and Colombia. Suntory and Toyota International Centres for Economics and Related Disciplines, LSE, STICERD - Development Economics Papers. 2006

Fatas A. (1998). Does EMU need a fiscal federation? *Economic Policy*.

Fenno R.F. (1973). *Congressmen in committees*. Boston, Little Brown.

Ferejohn J.A. (1974). *Pork Barrel Politics*. Stanford, Stanford University Press.

Fiorina M.P. (1981). Universalism, reciprocity and distributive policymaking in majority rule institutions. In, *Research in public policy analysis and management vol. 1*, ed. J.P. Crecine. Greenwich, CT, JAI Press.

Fisman R. & R. Gatti (2002). Decentralization and corruption: evidence across countries. *Journal of Public Economics*, vol. 83, pp.325-345.

_____. (2002). Decentralization and corruption: Evidence from U.S. federal transfer programs. *Public Choice*, vol. 113, pp. 25–35.

Fiszbein A. (1997). The emergence of local capacity: Lessons from Colombia. *World Development*, vol. 25, pp.1029-1043.

Fiva J.H. (2005). New evidence on fiscal decentralization and the size of government. *CESIFO Working Paper no. 1615*.

Fjeldstad O.H. (2004). Decentralisation and corruption: A review of literature. *Chr. Michelsen Institute Development Studies and Human Rights Working Paper no. 2004:10*.

Froman, L.A. (1967). *The congressional process*. Boston, Little Brown

Garrett G. (1998). *Partisan politics in the global economy*. Cambridge, Cambridge University Press.

Garret G. & J. Rodden. (2003). Globalization and fiscal decentralization. In *Governance in Global Economy: Political Authority in Transition*, eds. M. Kahler and D. Lake. Princeton University Press.

Garzón H. (1997). *Colombia: Structure of municipal finances, fiscal decentralization and credit policy reform 1987-1995*. Bogotá, World Bank.

Godspeed T.J. (2000). Tax structure in a federation. *Journal of Public Economics*, vol. 75, pp. 493-506.

Gorodnichenko Y. (2001). Effects of intergovernmental aid on the behavior of local governments: The case of Ukraine. Master's thesis, The National University of "Kyiv-Mohyla Academy"

Gramlich E.M. (1977). Intergovernmental grants: A review of the empirical literature. In, *The political economy of fiscal federalism*, ed.W.E. Oates. Kentucky, Lexington Books

_____. (1987a). Subnational fiscal policy. *Perspectives on Local Public Finance and Public Policy*, vol. 3, pp. 3-27.

_____. (1987b). Federalism and federal deficit reduction. *National Tax Journal*, vol. 40, pp. 299–313.

Gramlich E. M. & H. Galper. (1973). State and local fiscal behavior and federal grant policy. *Brookings Papers on Economic Activity*, vol. 1, pp.15-58.

Gramlich E.M. & P.R. Wood. (2000). Fiscal federalism and European integration: Implications for fiscal and monetary policies. *Board of Governors of the Federal Reserve System International Finance Discussion Papers*, no. 694.

Grossman P.J. (1994). A political theory of intergovernmental grants. *Public Choice*, vol. 78, pp. 295–303.

Grossman G. & E. Helpman. (1996). Electoral competition and special interest politics. *Review of Economic Studies*, vol. 63, pp. 265-286.

Guihéry L. (1997). Fédéralisme fiscal et redistribution : fondements et enseignements du fédéralisme allemand. PhD thesis Faculté de Sciences Economiques et de Gestion, Université Lumière Lyon 2.

Guillaumont P. & F. Puech. (2006). Macroeconomic instability and crime. *CERDI, Etudes et Documents* no. E 2006.02.

Gurgur T. & A. Shah. (2005). Localization and corruption: Panacea or pandora's box? *World Bank Policy Research Working Paper* 3486 Washington D.C.

Hadiz V.R. (2004). Decentralization and democracy in Indonesia: A critique of neo-institutionalist perspectives. *Development and Change*, vol. 35, no. 4, pp. 697-718.

Hall R. (1978). Stochastic implications of the life cycle – permanent income hypothesis: Theory and evidence. *Journal of Political Economy*, vol. 86, pp. 971-87.

Hamilton B.W. (1983). The flypaper effect and other anomalies. *Journal of Public Economics*, vol. 22, pp. 347-361.

Hamilton A., J. Madison & J. Jay. (1937). *The Federalist* (originally published, 1787). New York, Tudor.

Hamlin A. P. (1991). Decentralization, competition and the efficiency of federalism. *The Economic Record*, vol. 67, no. 196, pp. 193-204.

Hartwick J.M. (1980). The Henry George rule, optimal population, and interregional equity. *Canadian Journal of Economics*, vol.13, no. 4, pp. 695-700.

Hausman J.A. (1978) Specification test in econometrics. *Econometrica*, vol.46, pp. 1251-1271.

Hayek F.A. (1945). The use of knowledge in society. In *Individualism and economic order* ed. Idem, Chicago, University of Chicago Press.

Herron M.C. & B.A. Theodos. (2004). Government redistribution in the shadow of legislative elections: A study of the Illinois member initiative grants program. *Legislative Studies Quarterly*, vol. 29, no. 2, pp. 287–311.

Hibbs D. (1977). Political parties and macroeconomic policy. *American Political Science Review*, vol. 71, pp.1467-1487.

Hindriks J. & B. Lockwood. (2005). Decentralization and political accountability: Incentives, separation and voter welfare. *CEPR Discussion Paper*, no. 5125.

Hirsch W.Z. (1970). *The economics of state and local government*. McGraw-Hill Book Company, Inc.

Holtz-Eakin D. & H.S. Rosen. (1989). The “rationality” of municipal capital spending: Evidence from New Jersey. *Regional Science and Urban Economics*, vol. 19, pp. 517-36.

_____. (1991). Municipal labor demand in the presence of uncertainty: An econometric approach. *Journal of Labor Economics*, vol. 9, no 3, pp. 276-293.

_____ . (1993). Municipal construction spending: An empirical examination. *Economics and Politics*, vol. 5, no. 1, pp. 61-84.

Holtz-Eakin D., H.S. Rosen & W. Newey. (1989). The revenues-expenditures Nexus: Evidence from local government data. *International Economic Review*, vol. 30, no.2, pp. 415-29.

Holtz-Eakin D., H.S. Rosen & S. Tilly. (1994). Intertemporal analysis of State and Local government spending: Theory and tests. *Journal of Urban Economics*, vol. 35, pp. 159-74.

Holzhausen W. (1974). *Federal finance in Malaysia: The theory and problem of federal/state government financial relations in a developing country*. Kuala Lumpur, Penerbit Universiti Malaya.

Horiuchi Y. & S. Lee. (2004). Regionalism and redistribution in South Korea. Paper presented at the Annual Meeting of the Australasian Political Studies Association, Adelaide.

Horiuchi Y. & J. Saito. (2003). Reapportionment and redistribution: consequences of electoral reform in Japan. *American Journal of Political Science*, vol. 47, no. 4, pp. 669–682.

Hsiao C. (1986). *Analysis of Panel Data*. Cambridge University Press.

Huber J.D. (1998). How does cabinet instability affect political performance? Portfolio volatility and health care cost containment in parliamentary democracies. *American Political Science Review*, vol. 92, pp. 577–591.

Humplick F. & A. Estache. (1995). Does decentralization improve infrastructure performance? In *Decentralizing Infrastructure: Advantages and Limitations*, ed. Antonio Estache, *World Bank Discussion Paper Series*, No. 290 Washington D.C.

Huther J. & A. Shah. (1996). A simple measure of good governance and its application to the debate on the appropriate level of fiscal decentralization. Processed, World Bank, Washington, DC

_____ . (1998). Applying a simple measure of good governance to the debate on fiscal decentralization. *Policy Research Working Paper* no. 1894.

_____ . (2005). A simple measure of good governance. In *Public Services Delivery*, ed. A. Shah. Washington, D.C, The World Bank

limi A. (2005). Decentralization and economic growth revisited: An empirical note. *Journal of Urban Economics*, no. 57, pp. 449–61.

Inman R.P. (1988). Federal assistance and local services in the United States: The evolution of a new federalist fiscal order. In *Fiscal federalism: Quantitative studies*, ed. H. Rosen. Chicago, University of Chicago Press.

_____. (2003). Transfers and bailouts: Enforcing local fiscal discipline with lessons from U.S. federalism. In *Fiscal Decentralization and the Challenge of Hard Budget Constraints*, eds. J. Rodden et al. Cambridge, The MIT Press.

Inman R.P. (1979). The fiscal performance of local governments: An interpretative review. In *Current issues in urban economics*, eds. Peter Mieszkowski and Mahlon Straszheim. Baltimore, Johns Hopkins University Press.

_____. (2000). Local fiscal discipline in US federalism. Mimeo, University of Pennsylvania.

Inman R.P. & D.L. Rubinfeld. (1997). The political economy of federalism. In *Perspectives on public choice: A handbook*, ed. D.C. Mueller. Cambridge, Cambridge University Press.

Islam M. N & S.A. Choudhury. (1989). The flypaper effect and the revenue impact of grants-in-aid. *Economics Letters*, vol. 30, no. 4, pp. 351-56.

Janeba E. & J.D. Wilson. (2003). Optimal fiscal federalism in the presence of tax competition. unpublished paper.

Jha R.a, M. S. Mohanty, S. Chatterjee & P. Chitkara. (2000). Tax efficiency in selected Indian states. *Empirical Economics*, vol. 24, pp.641-654.

Jimenez D. & P. C. Smith. (2005). Decentralisation of health care and its impact on health outcomes. Department of Economics and Related Studies, *University of York Working paper* no. 2005/10.

Jin J. & H. Zou. (2005). Fiscal decentralization, revenue and expenditure assignments, and growth in China. *Journal of Asian Economics*, vol. 16, no. 6, pp. 1047–1064.

Johansson E. (1999). Intergovernmental grants as a tactical instrument: some empirical evidence from Swedish municipalities. Working paper, Uppsala University.

Jomo K.S. & C.H. Wee. (2002). The political economy of Malaysian federalism: Economic development, public policy and conflict containment. *WIDER Discussion paper*, no. 2002/113.

Jones M., P. Sanguinetti & M. Tommasi. (2000). “Politics, institutions, and fiscal performance in a federal system: an analysis of the Argentine provinces. *Journal of Development Economics*, vol. 61, pp. 305–33.

Jutting J., C. Kauffmann, I. McDonnell, H. Osterrieder, N. Pinaud & L. Wegner. (2004). Decentralisation and poverty in developing countries: Exploring the impact. Research programme on Social Institutions and Dialogue, *OECD Development Centre, Working Paper*, no. 236.

Kaufman H. (1963). *Politics and policies in state and local governments*. Englewood Cliffs, New Jersey.

Kaufmann D. (2003). Rethinking governance: Empirical lessons challenge orthodoxy. World Bank mimeo.

Kauffmann D., A. Kraay & P. Zoido-Lobaton.(1999). Governance matters. *World Bank Discussion Paper Series* No. 2196 Washington D.C.

Kaufmann, R.R. & B. Stallings (1991). The political economy of Latin American populism. In *The Macroeconomics of Populism in Latin America*, eds. R.Dornbusch and S. Edwards. Chicago and London, NBER Conference Report, Chicago University Press.

Keefer P. & S. Khemani. (2005). Democracy, public expenditures, and the poor. *World Bank Research Observer*, vol. 20, pp. 1-27.

Keen M. (1997). Vertical tax externalities in the theory of fiscal federalism. *IMF working paper* WP/97/173 Washington D.C.

Kemp M. & N. Liviatan. (1973). Production and trade patterns under uncertainty. *The Economic Record*, vol. 49, pp.215-227.

Khaleghian P (2003). Decentralization and public services: The case of immunization. *World Bank Policy Research Working Paper* 2989 Washington D.C.

Khemani S. (2002). Federal politics and budget deficits: Evidence from the states of India. *World Bank Policy Research Working Paper* 2915 Washington D.C.

_____. (2003). Partisan politics and intergovernmental transfers in India. *World Bank Policy Research Working Paper* 3016 Washington D.C.

Kiewiet R. & D. McCubbins. (1988) Presidential Influence on Congressional Appropriations Decisions. *American Journal of Political Science* vol. 32, pp. 713-36.

Kiewiet D. R. & K. Szakaly. (1992). The efficacy of constitutional restrictions on borrowing, taxing and spending: An analysis of state bonded indebtedness, 1961-90. California Institute of Technology, manuscript.

King D. & Y. Ma. (2001). Fiscal decentralization, central bank independence, and inflation. *Economics Letters*, vol.72, no. 1, pp. 95-98.

Knight B. (2000). The flypaper effect unstuck: Evidence on endogenous grants from the federal highway aid program. Board of Governors of the Federal Reserve System. Washington DC. available at <http://netec.mcc.ac.uk>

Kodde D.A. & F. Palm. (1987). A parametric test of the negativity of the substitution matrix. *Journal of Applied Econometrics*, vol. 2, pp. 227-235.

Kornai J. (1979). Resource-constrained versus demand-constrained systems. *Econometrica*, vol. 47, no. 4, pp. 801-19.

_____. (1980). *Economics of shortage*, Amsterdam, North-Holland.

Kornai J., E. Maskin & G. Roland. (2003). Understanding the soft budget constraint. *Journal of Economic Literature*, vol. 41, pp. 1095-136.

Kose A., E. Prasad & M.T. Silva. (2003). Financial integration and macroeconomic volatility. *IMF Working Paper 3/50*, Washington D.C.

Kumbhakar S.C., S. Ghosh & J.T. McGuckin (1991). A generalized production frontier approach for estimating determinants of inefficiency in U.S. dairy farms. *Journal of Business and Economic Statistics*, vol. 9, pp. 279-286.

Kuncoro A. (2000). The impact of licensing decentralization on firm location choice: The case of Indonesia. Faculty of Economics, University of Indonesia, mimeo.

Krehbiel K. (1991). *Information and legislative organization*. Ann Arbor, University of Michigan Press.

Kydland F.E. & E.C. Prescott. (1977). Rules rather than discretion: The inconsistency of optimal plans. *Journal of Political Economy*, vol. 85, no. 3, pp. 437-491.

La Porta R., F. Lopez-de-Silanes, A. Shleifer & R. Vishny. (1999). The quality of government. *Journal of Law, Economics, and Organization*, vol. 15, no.1, pp. 222-279.

Levaggi R. & R. Zanola. (1998). The Flypaper Effect: evidence from the Italian National Health system. Working papers in Economics (WoPEc) available at <http://netec.mcc.ac.uk>

Levitt S.D. & J.M. Snyder. (1997). The impact of federal spending on house election outcomes. *Journal of Political Economy*, vol. 105, pp. 30-53.

Levitt S.D., J.M. Snyder & M. James. (1995). Political parties and the distribution of federal outlays. *American Journal of Political Science*, vol. 39, no. 4, pp. 958–80.

Lieten G.K. (1996). Panchayats in Western Uttar Pradesh. *Economic and Political Weekly*, pp. 2700-2705.

_____. (2002). Distributive politics and the costs of centralization. *Review of Economic Studies*, vol.69, pp. 313-337.

Lim H.H. (2005). Making the system work: The Election Commission. In *Elections and democracy in Malaysia*, ed. M. Puthuchery & O. Noraini. Bangi, Penerbit UKM.

Lin J. & Z. Liu. (2000). Fiscal decentralization and economic growth in China. *Economic Development and Cultural Change*, vol. 49, pp. 1–21.

Lindbeck A. & J. Weibull. (1987). Balanced budget redistribution and the outcome of political competition. *Public Choice*, vol. 52, pp. 273–97.

Litvack J., J. Ahmad & R. Bird. (1998). Rethinking decentralization in developing countries. *The World Bank Sector Studies Series*.

Lizzeri A. & N. Persico. (2001). The provision of public goods under alternative electoral incentives. *American Economic Review*, vol. 91, pp. 225-39.

Lockwood B. (1998). Distributive politics and the benefits of decentralization. *CSGR Working Paper*, no. 10/98.

_____. (2002). Distributive politics and the costs of centralization. *Review of Economic Studies*, vol.69, pp. 313-337.

Logan R. R. (1986). Fiscal illusion and the grantor government. *The Journal of Political Economy*, vol. 94, no. 6, pp. 1304-1318.

Lohmann S. (1998). Federalism and Central Bank independence: The Politics of German monetary policy, 1957-92. *World Politics*, vol. 50, no. 3, pp. 445.

Lowi T. (1964). American business, public policy, case studies and political theory. *World Politics*, vol. 16, pp. 677-715.

Lowry R.C. & J.E. Alt. (1995). A visible hand? Intertemporal efficiency, costly information and market-based enforcement of balanced budget laws. Harvard University department of Government, mimeo.

Lundell K. (2004). Determinants of candidate selection. *Party Politics*, vol. 10, no. 1, pp. 25-47.

M. Agus Y. (2006). *Malaysian federalism: Conflict or consensus*. Bangi, Penerbit Universiti Kebangsaan Malaysia.

Maass A. (1951). *Muddy Waters*. Cambridge, Harvard University Press.

Mana B. (1999). An anti-corruption strategy for provincial government in Papua New Guinea. *Asia Pacific School of Economics and Management Working Papers Gov 99-5*. Australian National University.

Mangan J. & R. Ledward. (1997). Local authorities and the flypaper effect in England. Working Papers in Economics (WoPEc). available at <http://netec.mcc.ac.uk>

Mankiw G., D. Romer & D. Weil. (1992). A contribution to the empirics of economic growth. *Quarterly Journal of Economics*, vol. 107, pp. 407–37.

Manley J. (1970). *The Politics of Finance*. Boston, Little Brown.

Martinez-Vazquez J. & R.M. McNab. (2001). Fiscal decentralization and economic growth. *Andrew Young School of Policy Studies Working Paper*, no. 01-01.

_____. (2003). Fiscal decentralization and economic growth. *World Development*, vol. 31, no. 9, pp. 1597-616

_____. (2005). Fiscal decentralization, macrostability and growth. *Andrew Young School of Policy Studies, International Studies Program Working Paper* no. 05-06.

Marshall L. (1991). New evidence on fiscal illusion: The 1986 tax windfalls. *American Economic Review*, vol. 81, pp. 1336–1345.

Maskin E. (1996). Theories of the soft-budget constraint. *Japan and The World Economy*, vol. 8, no.2, pp. 125-133.

Mathew G. & R. Nayak. (1996). Panchayats at work: What it means for the oppressed. *Economic and Political Weekly*, pp.1765-1771

Mayhew D. (1974). *Congress: The electoral connection*. New Haven, Yale University Press.

McCarty N. M. (2000). Presidential pork: Executive veto power and distributive politics. *American Political Science Review*, vol. 94, no. 1, pp. 117–129.

McGarvey M.G. & M.B. Walker. (2004). GMM estimation of fiscal policy interdependence across states. *Andrew Young School of Policy Studies working paper*, no. 04-04.

McGillivray F. (1997). Party discipline as a determinant of the endogenous formation of tariffs. *American Journal of Political Science* vol. 41, no. 2, pp. 584–607.

_____. (2004). *Privileging industry: The comparative politics of trade and industrial policy*. Princeton, Princeton University Press.

McGuire M.C. (1973). Notes on grants-in-aid and economic interactions among governments, *Canadian Journal of Economics*, vol. 6, pp.207-221.

Meeusen W. & J. van den Broeck. (1977). Efficiency estimation from Cobb-Douglas production function with composed errors. *International Economic Review*, vol.18, pp. 435-444.

Michel P., P. Pestieau & J.P. Vidal. (1995). Labor mobility and redistribution with evolving altruism: The small economy case. *Center for Operations Research and Economics Papers* 9559, Université Catholique de Louvain

Mihaljek D. (1995). Theory and practice of confederate finances. Processed.

Milesi-Feretti, G.M, R. Perotti & M. Rostagno. (2001) Electoral systems and public spending. *IMF Working Paper WP/01/22*.

Milligan K. & M. Smart. (2005). Regional grants as pork barrel politics. *CEsifo Working Paper* no. 1453.

Minis H. & D. Rondinelli (1989), Promoting economic development and employment generation through decentralization in Senega. *USAID Working Paper*.

Moffitt R.A. (1984). The effects of grants-in-aid on state and local expenditures: The case of AFDC. *Journal of Public Economics*, vol. 23, no. 3, pp.279-305.

Molero J.C. (2001). Analysis of the decentralization of public spending in Spain. *Public Finance and Management*, vol. 1, no.4, pp. 500-556.

Mueller D.C. (2003). *Public Choice III*. New York, Cambridge University Press.

Musolf L.D. (1977). Legislatures and divided societies: The Malaysian Parliament and multi-ethnicity. *Legislative Studies Quarterly*, vol. II, no. 2, pp. 113-136.

Musgrave R. (1959). *The theory of public finance: A study in public economics*. New York, McGraw Hill.

_____. (1983). Who should tax, where and what? In *Tax assignment in federal countries*, ed. C. McLure, Jr. Centre for Research on Federal Financial Relations. Canberra, Australia National University.

Musgrave P. & R. Musgrave. (1973). *Public finance in theory and practice*. New York, McGraw-Hill

Myers G.M. (2000). The Economics of fiscal federalism and local finance: Book Review. *Regional Science and Urban Economics*, vol. 30, pp 725-730

Neyapti B. (2003). Fiscal decentralization, central bank independence and inflation: a panel investigation. *Economics Letters*, vol. 82, no. 2, pp. 227-230.

_____. (2005). Fiscal decentralization and deficits: International evidence. Mimeo.

Nicolini J.P., J. Posadas, J. Sanguinetti, P. Sanguinetti & M. Tommasi. (2002). Decentralization, fiscal discipline in sub-national governments and the bailout problem : The case of Argentina. *Latin American Research Network, Inter-American Development Bank working paper #R-467*.

Nik Abdul Rashid. (1979). The Malaysian parliament. In *The Constitution of Malaysia: Its development, 1957-1977*. eds. M.S. Hashim, H.P. Lee & F.A. Trindade Oxford University Press.

Niou E.M.S. & P.C. Ordeshook. (1985). Universalism in Congress. *American Journal of Political Science*, vol. 29, pp. 246-258.

Nishimura Y. (2001). Human fallibility, complementarity and optimal degree of fiscal decentralization for economic growth and stabilization. Paper presented at “the 57th Congress of the International Institute of Public Finance (IIPF)”, Linz, August 27-30, 2001.

Niskanen William N. (1968). “The Peculiar Economics of Bureaucracy”, *American Economic Review, Papers and Proceedings of the Eightieth Annual Meeting of the American Economic Association*, vol.58, no. 2, pp. 293-305.

_____. (1971). *Bureaucracy and Representative Government*. Chicago, Aldine-Atherton Press.

_____. (1975). Bureaucrats and Politicians. *Journal of Law and Economics*, vol. 18, pp. 617-43.

_____. (1994). *Bureaucracy and Public Economics*. The Locke Institute.

Nordhaus W. (1975). The Political Business Cycle. *Review of Economic Studies*, vol. 42, pp.169-190.

Oates W.E. (1972). *Fiscal federalism*. New York, Harcourt-Brace-Jovanovich.

_____. (1979). Lump-sum grants have price effects. In *Fiscal Federalism and Grants-in-Aid*, eds. P. Mieszkowski and W.H. Oakland. Washington, D.C, Coupe Papers in Public Economics, Urban Institute.

_____. (1993). Fiscal decentralization and economic development. *National Tax Journal*, vol. 46, no.2, pp. 237-43.

_____. (1999). An essay on fiscal federalism. *Journal of Economic Literature*, vol. XXXVII, pp. 1120-1149.

_____. (2004). Towards a second-generation theory of fiscal federalism. College of Business and Economics. *West Virginia University Seminar Series* October 15, 2004.

_____. (2006). Book Review: Fiscal Decentralization and the Challenge of Hard Budget Constraints. *National Tax Journal*, vol. 59, pp. 389-96.

Ocampo J.A. (2005). A broad view of macroeconomic stability. *UN Department of Economic and Social Affairs Working Paper* No. 1.

OECD (1999). Taxing powers of state and local government. *OECD Tax Policy Studies* I.

Ong M. (1976). The Member of Parliament and his constituency: The Malaysian case. *Legislative Studies Quarterly*, vol. 1, no. 3, pp. 405-422.

Pauly M.V. (1973). Income redistribution as a local public good. *Journal of public economics*, vol. 2.

Persson T. (1998). Economic policy and special interest politics. *Economic Journal*, vol. 108, pp. 310-327.

Persson T. & G. Tabellini. (1999). The size and scope of government:: Comparative politics with rational politicians. *European Economic Review*, vol. 43(4-6), pp. 699-735,

_____. (2000). *Political economics: Explaining economic policy*, Cambridge, MIT Press.

_____. (2003). The economic effects of constitutions. Munich Lectures in Economics, MIT Press, Cambridge.

Persson T., G. Roland & G. Tabellini. (1996). The theory of fiscal federalism: What does it mean for Europe? Paper presented at "Quo Vadis Europe", Kiel, June 1996.

_____. (1997). Separation of powers and political accountability. *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 112, no. 4, pp. 1163-1202.

Peterson P.R. (1995). *The price of federalism*. Washington DC, Brookings.

Pitlik H., F. Schneider & H. Strotman. (2005). Legislative malapportionment and the politicization of Germany's intergovernmental transfer system. *Hohenheimer Diskussionsbeiträge*, no. 254/2005.

Plott C. (1968). Some organizational influences on urban renewal decisions. *American Economic Review*, vol. 58, pp. 306-311.

Poterba J.M. (1995). Balanced budget rules and fiscal policy: Evidence from the states. *National Tax Journal*, vol. 48, no. 3, pp. 329-36.

Prud'homme R. (1995). On the dangers of decentralization. *World Bank Research Observer*, vol. 10, no. 2, pp.201-20.

Puthucheary M. & Noraini Othman. (2005). *Elections and democracy in Malaysia*. Bangi, Penerbit Universiti Kebangsaan Malaysia.

Qian Y. & B. R. Weigast. (1997). Federalism as a commitment to market incentives. *Journal of Economic Perspectives*, vol. 11, no. 4, pp. 83-92.

Qian Y. & G. Roland. (1998). Federalism and the soft budget constraint. *American Economic Review*, vol. 88, no.5, pp. 1143-62.

Quian Y. (2001). Micro incentives and macro stability. *Initiative for Policy Dialogue working paper series*.

Quigley, J.M. & D. L. Rubinfeld. (1986). Budget reform and the theory of fiscal federalism. *The American Economic Review*, vol. 76, no.2, pp.132-137.

Ramey G. & V. Ramey. (1995). Cross-country evidence on the link between volatility and growth. *American Economic Review*, vol. 85, no. 5, pp. 1138-1151.

Rajaraman I. & G. Vasishtha. (2000). Impact of grants on tax effort of local government. *Economic and Political Weekly*, pp. 2943-2948.

Ravallion M. (2000). Monitoring targeting performance when decentralized allocations to the poor are unobserved. *World Bank Economic Review*, vol. 14, no.2, pp. 331-45.

Redoano M. (2003). Does centralisation affect the number and size of lobbies? *The Warwick Economics Research Paper Series* 674.

Reifschneider D. & R. Stevenson. (1991). Systematic departures from the frontier: a framework for the analysis of firm inefficiency. *International Economic Review*, vol. 32, pp. 715-723.

Reinhart C. & K. Rogoff. (2004). The modern history of exchange rate arrangements: A reinterpretation. *Quarterly Journal of Economics*, vol. 119, no.1, pp.1-48.

Reinikka R. & J. Svensson. (2004). Local capture: Evidence from a central government transfer program in Uganda. *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 119, no. 2, pp.678-704.

Rich M.J. (1989). Distributive politics and the allocation of federal grants. *American Political Science Review*, vol. 83, no.1, pp.193–213.

Riker W. (1964). *Federalism: Origins, operation, significance*. Boston M.A., Little, Brown and Co.

_____. (1982). *Liberalism against populism*. San Francisco, Freeman.

_____. (1987). *The development of American federalism*. Boston, MA, Kluwer.

Riker W.H. & P.C. Ordeshook. (1973). *An introduction to positive political theory*. Englewood Cliffs, NJ, Prentice-Hall.

Robalino D.A., O.F. Picazo & A. Voetberg. (2001). Does fiscal decentralization improve health outcomes? Evidence from a cross-country analysis. *World Bank Policy Research Working Paper* no. 2565 Washington D.C.

Rodden J. (1999). *Federalism and Soft Budget Constraints*. PhD Dissertation, Political Science Department, Yale University.

_____. (2002). Strength in numbers? Representation and redistribution in the European Union. *European Union Politics*, vol. 3, no. 2, pp. 151–175.

_____. (2002). The Dilemma of Fiscal Federalism : Grants and fiscal performance around the world. *American Journal of Political Science*, vol. 46, no. 3, pp 670-687.

_____. (2004). Comparative federalism and decentralization : On meaning and measurement. *Comparative Politics*, vol. 36.4, pp. 481-500.

_____. (2005). The political economy of federalism. In *Oxford Handbook of Political Economy*, eds. Weingast B. & D. Wittman. Oxford University Press.

Rodden J. & E. Wibbels. (2002). Beyond the fiction of federalism: Macroeconomic management in multitiered systems. *World Politics*, vol.54, pp. 494–531.

Rodden J., G.S. Eskeland & Jennie Litvack. (2003). *Fiscal Decentralization and the Challenge of Hard Budget Constraints*. Cambridge, The MIT Press.

Rodden J. & M. Arretche. (2004). Legislative bargaining and distributive politics in Brazil: An empirical approach. Unpublished paper, MIT.

Rodden J. & S. Wilkinson. (2004). The shifting political economy of redistribution in the Indian federation. Paper presented at the Annual Meeting of the International Society for New Institutional Economics, Tucson, AZ, september 30-october 3, 2004.

Rodrik D. (1999) Where did all the growth go? External shocks, social conflict and growth collapses. *Journal of Economic Growth*, December.

Rogoff K. (2003). Globalization and global disinflation. Paper presented at “the Federal Reserve Bank of Kansas City conference on Monetary Policy and Uncertainty: Adapting to a Changing Economy”, Jackson Hole, Wyoming.

Romer D. (1993) Openness and inflation: Theory and evidence. *Quarterly Journal of Economics*, vol.108, no.4, pp. 869-903.

Rondinelli D.A. & J.R. Nellis. (1986). Assessing decentralization policies in developing countries: A case for cautious optimism. *Development Policy Review*, vol. 4, no. 1, pp. 3-23.

Rundquist B.S. (1973). Congressional influences on the distribution of prime military contracts. Unpublished PhD dissertation, Stanford University.

Rundquist B., J.H. Lee & J. Rhee. (1996). The distributive politics of Cold War defense spending: Some state-level evidence. *Legislative Studies Quarterly* vol. 21, no. 2, pp. 265–281.

Saavedra L.E.L. (2004). Fiscal decentralization as a mechanism to modernize the state: Truths and myths. *CEsifo DICE Report* 1/2004, pp. 15-20.

Safire W. (1978). *Safire's political dictionary*. New York, Random House.

Samuels D. & R. Snyder. (2001). The value of a vote: Malapportionment in comparative perspective. *British Journal of Political Science*, vol. 31, no. 4, pp. 651–71.

Samuelson P.A. (1954). The pure theory of public expenditure. *Review of Economics and Statistics*, vol. 36, no. 4, pp. 387-389.

Sato M. (2004). Fiscal decentralization in Asia revisited: a theoretical foundation, Mimeo.

Sato M. & S. Yamashige. (2005). Decentralization and economic development: An evolutionary approach. *Journal of Public Economic Theory*, vol. 7, no. 3, pp. 497-520.

Sanguinetti P. & M. Besfamille. (2004). Exerting local tax effort or lobbying for central transfers? Evidence from Argentina. Paper presented at “Econometric Society 2004 Latin American Meetings 249”.

Schattschneider E.E. (1935). *Politics, pressures and the tariff*. Englewood Cliffs, NJ, Prentice Hall.

Schneider A. (2003). Who gets what from whom? The impact decentralization on tax capacity and pro-poor policy. *IDS Working Paper 71*, Institute for Development Studies (IDS).

Schwally D. P. (1989). Measuring the effects of federal grants-in-aid on total public sector size. *Public Finance Quarterly*, vol. 17, no. 2, pp. 185-203.

Seabright P. (1996). Accountability and decentralization in government: An incomplete contracts model. *European Economic Review*, vol. 40, no.1, pp. 61– 89.

Shafruddin H. (1987). *The federal factor in the government and politics of Peninsular Malaysia*. Singapore, Oxford University Press.

Shah A. (1991). Perspectives on the design of intergovernmental fiscal relations. *World Bank Policy Research Working Paper Series 726*, Washington D.C.

_____. (1994). *The reform of intergovernmental fiscal relations in developing and emerging market economies*. World Bank, Washington, DC.

_____. (1997) Fiscal federalism and economic governance: For better or for worse. Paper presented at “International conference on decentralization, intergovernmental fiscal relations and macro governance”, Brasilia, June 1997.

_____. (2005). Fiscal decentralization and fiscal performance. *World Bank Policy Research Working Paper no. 3786* Washington D.C.

Shah A., T. Thompson & H-F. Zou. (2004). The impact of decentralization on service delivery, corruption, fiscal management and growth in developing and emerging market economies: A synthesis of empirical evidence. *CEsifo DICE Report 1/2004*, pp. 10-14.

Shah A. & T. Theresa. (2004). Implementing decentralized local governance: A treacherous road with potholes, detours and road closures. *World Bank Policy Research Working Paper 3353* Washington D.C.

Shanker S. & A. Subramanian (2004). What determines long-run macroeconomic Stability? Democratic Institutions. *IMF Working Papers no. 04/215*, Washington D.C.

Sharma C.K. (2005). Why decentralization? The puzzle of causation. *Synthesis*, vol. 3, no. 1, pp. 1-17.

_____ (2006). Decentralization dilemma: Measuring the degree and evaluating the outcomes. *The Indian Journal of Political Science*, vol. LXVII, no.1, pp. 49-64.

Sheikh M.A. & S.L. Winer (1977). Stabilization and nonfederal behavior in an open federal state: An econometric study of the fixed exchange rate, Canadian case. *Empirical Economics*, vol. 2, no.3 , pp.195-211.

Shleifer A. & R.W. Vishny. (1993). Corruption. *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 108, no. 3, pp. 599-617.

Shepsle K.A. & B.R. Weingast. (1981). Political preferences for the pork barrel. *American Journal of Political Science*, vol. 25, pp. 96-111

_____. (1987). The Institutional foundations of committee power. *American Political Science Review* vol. 87, pp. 85-104.

Shugart M.S. & S. Haggard. (2001). Institutions and public policy in presidential systems. In *Presidents, parliaments, and policy*, eds. S. Haggard and M. D. McCubbins. New York, Cambridge University Press.

Singh N. & G. Vasishtha. (2000). Some patterns in Center-State fiscal transfers in India: An illustrative analysis. Paper presented at “The Columbia University-World Bank Conference on Institutional Elements of Tax Design and Reform” February 2000.

Singh R. & A. Plekhanov. (2005). How should subnational government borrowing be regulated? Some cross-country empirical evidence. *IMF Working Paper*, no. WP/05/54 Washington D.C.

Sjoquist D. L. (1996). Local government fiscal report. *Andrew Young School of Policy Studies, Fiscal Research Program Report*, no. 96.5.

Smith B. C. (1979). The measurement of decentralization. *International Review of Administrative Sciences* vol.1, pp. 214-222.

Smith P. (1997). Model misspecification in Data Envelopment Analysis. *Annals of Operations Research*, vol. 73, pp. 233-252.

Smoke P. (2001). Fiscal decentralization in developing countries: A review of current concepts and practice. *United Nations Research Institute for Social Development, Democracy, Governance and Human Rights Programme Paper*, no. 2.

Snyder J. (1989). Election goals and the allocation of campaign resources. *Econometrica*, vol. 57, pp. 637-60.

Sonin K. (2003). Provincial protectionism. *WDI Working Paper* No. 157.

Spiller P.T. & M. Tommasi. (2003). The institutional foundations of public policy: A transactions approach to Argentina. *Journal of Law, Economics, & Organization*, vol.19, pp. 281–306.

Stegarescu D. (2004). Public sector decentralization: Measurement concepts and recent international trends. *ZEW Centre for European Economic Research Discussion Paper* No. 04-74

Stein E. (1998). Fiscal decentralization and government size in Latin America. Inter-American Development Bank, Office of the Chief Economist Working Paper no. 368.

Stein R.M. and K.N. Bickers (1994). Congressional elections and the pork barrel. *Journal of Politics*, vol. 56, no. 2, pp. 377–99.

Stine W.F. (1985). Estimating the responsiveness of local revenue to intergovernmental aid. *National Tax Journal*, vol. 38, pp. 227-234.

Tanzi V. (1996). Fiscal federalism and decentralization: A review of some efficiency and macroeconomic aspects. Annual World Bank conference on development economics, pp. 295-316.

_____. (2000). On fiscal federalism: Issues to worry about. Paper presented at “Conference on Fiscal Decentralization”, November, 20-21, 2000.

Tiebout C.M. (1956). A pure theory of local expenditures. *Journal of Political Economy* vol. 64, pp. 416-24.

Thießen U. (2000). Fiscal federalism in Western European and selected other countries: centralization or decentralization? What is better for economic growth? *Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung (DIW), Discussion Paper* no. 224.

_____. (2002). Fiscal federalism in transition: A suggested framework of analysis and empirical evidence. The case of Ukraine. *German Institute for Economic Research Research Notes* 16.

_____. (2003). Fiscal decentralization and economic growth in high-income OECD countries. *Fiscal Studies*, vol. 24, pp. 237–74.

Thornton J. (2007). Fiscal decentralization and economic growth reconsidered *Journal of Urban Economics*, vol. 61, pp. 64–70.

Tilman R.O. (1976). In quest of unity: The centralization theme in Malaysian federal-state relations, 1957-1975. *Institute of Southeast Asian Studies Occasional Paper* No.39, Singapore.

Tocqueville A. (1835-1840/1969), *Democracy in America*, translated by G. Lawrence. New York, Doubleday Anchor Books.

Tommasi M. (2001). Notes on Fiscal Federalism. *mimeo*, Policy Dialogue - Task Force on Decentralization Meeting, Colombia University.

Tommasi M. & F. Weinschelbaum. (2000). A principal-agent building block for the study of decentralization and integration. Paper presented at Econometric Society World Congress 2000.

Treisman D. (1996). The politics of intergovernmental transfers in Post-Soviet Russia. *British Journal of Political Science*, vol.26, no.3, pp. 299–335.

_____. (1999). Political decentralization and economic reform: A game theoretic analysis. *American Journal of Political Science*, vol. 43, pp. 488-517.

_____. (2000). Decentralization and inflation: Commitment, collective action or continuity? *American Political Science Review*, vol. 94, no. 4, pp. 837-57.

_____. (2000). Decentralization and the quality of government. Paper presented at “Conference on Fiscal Decentralization”, november 20-21, 2000.

_____. (2000). The causes of corruption: A cross-national study. *Journal of Public Economics*, vol. 76, no. 3, pp.399-457.

_____. (2002a). Decentralization and the quality of government. Mimeo, UCLA.

_____. (2002b). Defining and measuring decentralization: A global perspective. unpublished manuscript.

Tsebelis G. (1995). Decision making in political systems: Veto players in Presidentialism, Multicameralism and Multipartyism. *British Journal of Political Science*, vol. 25, pp. 289-325.

Turnbull G. K. (1998). The overspending and flypaper effects of Fiscal illusion: Theory and empirical evidence. *Journal of Urban Economics*, vol. 44, no.1, pp. 1-20.

Othman U. K.(1987). Federalism in Malaysia, 1971-87. PhD Thesis, University of Malaya.

Wade R. (1997). How infrastructure agencies motivate staff: canal irrigation in India and the Republic of Korea. In *Infrastructure strategies in East Asia*, ed. A. Mody. Washington DC, World Bank.

Waller C.J., T. Verdier & R. Gardner. (2002). Corruption: Top down or bottom up? *Economic Inquiry*, vol. 40, no.4, pp. 688-703.

Walsh C. (1992), *Fiscal Federalism. An Overview of Issues and a Discussion of their Relevance to the European Community*. Canberra: Federalism Research Centre.

Wasylenko M. (1997). Taxation and economic development: The state of the economic literature. *New England Economic Review*, pp.37-52.

Weigast B.R. (1979). A rational choice perspective on congressional norms. *American Journal of Political Science*, vol. 23, pp. 245-262.

_____. (1995). The economic role of political institutions: market preserving federalism and economic development. *Journal of Law, Economics and Organization*, pp1-31.

_____. (2001). A political approach to the assignment of powers in a federal system. *Initiative for Policy Dialogue working paper series*.

Weigast B.R., K.A. Shepsle & C. Johnsen. (1981). The political economy of benefits and costs: A neoclassical approach to distributive policies. *Journal of Political Economy*, vol. 89, pp. 642-664.

West L. & C. Wong. (1995). Fiscal decentralization and growth regional disparities in rural China: Some evidence in the provision of social services. *Oxford Review of Economic Policy*, vol. 11, no. 4, pp. 70-84.

Whiteford P. (2001), Reconciling devolution and equity in income security. *International Social Science Journal*, vol. 53, no. 1, pp.111-120.

Wibbels E. (2000). Federalism and the Politics of Macroeconomic Policy and Performance. *American Journal of Political Science*, vol. 44, no. 4, pp. 687-702.

_____. (2005). *Federalism and the market: Intergovernmental conflict and economic reform in the developing world*. Cambridge University Press.

Wibbels E. & J. Rodden. (2004). Business cycles and the political economy of decentralised finance: Lessons for fiscal federalism in the EU. Paper presented at “Fiscal policy in EMU: New issues and challenges workshop” Brussels, 12 novembre 2004.

Wildasin D. (1991). Income redistribution and migration. *CESifo Working Paper Series*.

_____. (2004). The institutions of federalism: Towards an analytical framework. *National Tax Journal*, vol. 57, pp. 247-274.

Wilde J.A. (1971). Grants-in-Aid: The analysis of design and response. *National Tax Journal*, vol. 124, pp. 143-153.

Wilder M. & R.P. Lankao. (2006). Paradoxes of decentralization: Water reform in and its social implications in Mexico. *World Development*, vol. 34, no. 11.

Wilson L.S. (1996). Federal-State fiscal arrangements in Malaysia. *John Deutsch Institute for the study of Economic policy (JDI) publication series*.

World Bank (2003). *World Development Report 2004: Making Services Work for Poor People*, Washington D.C, World Bank and Oxford University Press.

Wright G. (1974). The political economy of New Deal spending. *The Review of Economics and Statistics*, vol. 59, pp. 30-38.

Wyckoff P.G. (1989). The elusive flypaper effect. *Journal of Urban Economics*, vol. 30, pp.310-328.

Xie D., H. Zou & H. Davoodi. (1999). Fiscal decentralization and economic growth in the United States. *Journal of Urban Economics*, vol. 45, pp. 228–39.

Zampelli E.M. (1986). Resource fungibility, the flypaper effect, and the expenditure impact of Grants-in-Aid. *Review of Economics and Statistics*, vol. 68, no.1, pp. 33-40.

Zhang T. & H. Zou. (1998). Fiscal decentralization, public spending, and economic growth in China. *Journal of Public Economics*, vol. 67, pp. 221–40.

_____. (2001). The growth of intersectoral and intergovernmental allocation of public expenditure: with application to China and India. *China Economic Review*, vol. 12, pp. 58-81.

Zharavskaya E.V. (2000). Incentives to provide local public goods: Fiscal federalism, Russian style. *Journal of Public Economics*, vol. 76, no.3, pp 337-368.

Database used

Beck T., G. Clarke, A. Groff, P. Keefer & P. Walsh. (2001). New tools in comparative political economy: The database of political institutions. *World Bank Economic Review*, vol. 15, no. 1, pp.165-176.

Polity IV Project, Political Regime Characteristics and Transitions, 1800–2002, Monty G. Marshall and Keith Jagers, Principal Investigators, Monty G. Marshall, Project Director, Ted Robert Gurr, Founding Director, (Maryland: University of Maryland).

Polity IV Project, 2004, Political Regime Characteristics and Transitions, 1800–2002. Available via the Internet: <http://www.cidcm.umd.edu/inscr/polity/>.

Data sources

Yearbook of Statistics, Sarawak. Department of Statistics Malaysia, Sarawak Branch. 1991-2004

Yearbook of Statistics, Sabah. Department of Statistics Malaysia, Sabah Branch. 1991-2004

Yearbook of Statistics, Malaysia. Department of Statistics Malaysia. 1991-2004

Annual Bulletin of Statistics, Sarawak, Department of Statistics Malaysia, Sarawak Branch. 1980 -1990

Annual Bulletin of Statistics, Sabah, Department of Statistics Malaysia, Sabah Branch. 1980 -1990

Annual Bulletin of Statistics, Malaysia, Department of Statistics Malaysia. 1980 -1990

Monthly Statistical Bulletin Sarawak, Department of Statistics Malaysia, Sarawak Branch

Monthly Statistical Bulletin Sabah, Department of Statistics Malaysia, Sabah Branch

Monthly Statistical Bulletin Malaysia, Department of Statistics Malaysia.

Consumer Price Index Malaysia Jan-December 1987-2004

Consumer Price Index for Sarawak, January –December 1980-1986

Consumer Price Index for Sabah, January –December 1980-1986

Consumer Price Index for Peninsular Malaysia, January –December 1980-1986

State/District Data Bank Malaysia 1987-2003

Economic Report, Ministry of Finance Malaysia, various issues

System of National Accounts, Annual National Product and Expenditure Accounts 1987-2000, Department of Statistics, Malaysia

Financial Statements, Perlis 1980-2003

Financial Statements, Kedah 1980-2003

Financial Statements, Penang 1980-2003

Financial Statements, Perak 1980-2003

Financial Statements, Selangor 1980-2003

Financial Statements, Negeri Sembilan 1980-2003

Financial Statements, Melaka 1980-2003

Financial Statements, Johor 1980-2003

Financial Statements, Kelantan 1980-2003

Financial Statements, Trengganu 1980-2003

Financial Statements, Pahang 1980-2003

Financial Statements, Sarawak 1980-2003

Financial Statements, Sabah 1980-2003

Public Accounts, Malaysia 1980-2003

CONTENT

GENERAL INTRODUCTION

CHAPTER 1. LITERATURE REVIEW.

Introduction.....	12
1. Theoretical arguments of decentralization.....	12
1.1 Musgrave trilogy.....	12
1.2. Oates's theorem of decentralization.....	14
1.3. Decentralization and competition.....	19
1.4. Productive efficiency.....	21
2. Critics and arguments against decentralization.....	23
2.1. Informational advantage of the subnational governments.....	24
2.2. Local democracy.....	25
2.3. The lack of capacity of the subnational governments.....	26
2.4. Cost-shifting behavior.....	27
2.5. The adverse impact of interjurisdictional competition.....	30
2.6. The problem of capture by local elites.....	30
2.7. The soft-budget constraint.....	33
3. Empirical findings.....	34
3.1. Decentralization and public service delivery.....	35
3.2. Decentralization and quality of governance.....	38
3.3. Decentralization and macroeconomic outcomes.....	43
4. Conclusion.....	46

CHAPTER 2. THE EFFECTS OF DECENTRALIZATION ON MACROECONOMIC INSTABILITY: THE ROLE OF POLITICAL INSTITUTIONS.

Introduction.....	50
1. The relationship between macroeconomic stability and decentralization: a review of literature.....	51
2. Econometric estimation.....	58
2.1. Data description.....	58
2.1.1. Decentralization data.....	59
2.1.2. Data of macroeconomic instability.....	60
2.1.3. Control variables.....	61
2.2. Econometric specification.....	65
3. Results.....	67

3.1. Baseline regressions.....	67
3.2. The conditional effects of corruption and political institutions.....	77
3.3. The effects of level of decentralization.....	80
3.4. The structure of subnational governments' revenues.....	81
3.5. Other sensitivity analysis.....	85
Conclusion.....	86

CHAPITRE 3. L'INTRODUCTION SUR LE CAS MALAISIE.

Introduction.....	93
1. L'histoire du fédéralisme en Malaisie.....	95
2.. La répartition des pouvoirs législatifs et des sources de revenus.....	101
2.1. La répartition des pouvoirs législatifs.....	101
2.2. La répartition des pouvoirs fiscaux.....	104
3. Les conséquences du fédéralisme budgétaire en Malaisie.....	108
3.1. Une hausse des déficits et des dettes des états.....	108
3.2. Une inégalité des revenus entre les états (« <i>horizontal gap</i> »).....	110
3.3. Une inégalité des conditions économiques et sociales des états.....	111
Conclusion.....	116

CHAPTER 4 THE POLITICAL ECONOMICS OF SUBNATIONAL GOVERNMENTS' FISCAL BEHAVIOR.

Introduction.....	118
1. A review of literature.....	119
1.1. The political representation of subnational units.....	120
1.1.1. The process of legislative bargaining.....	121
1.1.2. Distributive politics decisions making as a consequence of legislative bargaining.....	122
1.2. The role of political parties and co partisanship.....	127
1.3. The impact on subnational governments' budgetary behavior.....	131
2. The political environment of Malaysia.....	132
2.1.The system of government.....	133
2.2.Legislature procedure.....	137
2.3.The power division between legislative and executive.....	138
2.4.The role of political parties.....	139
2.5.How relevant are the theories to the Malaysian context.....	140
2.5.1. The legislative bargaining model.....	141
2.5.2. The partisanship model.....	146

3. Data specification and empirical strategy.....	149
3.1. Data specification.....	149
3.2. Empirical strategy.....	150
3.2.1. The variables of interest.....	151
3.2.2. The control variables.....	151
3.2.3. Estimation methods.....	153
3.2.4. Descriptive statistics.....	153
4. Empirical results.....	154
4.1. Effect on state governments' expenditures and deficits.....	159
4.2. The financing of the extra resources.....	161
4.2.1. Distribution of federal development expenditures.....	161
4.2.2. Allocations of federal grants.....	167
4.2.3. Access to federal loans.....	170
4.2.4. Estimation results.....	171
Conclusion.....	174

CHAPTER 5. INTERGOVERNMENTAL TRANSFERS AND THE FISCAL BEHAVIOR OF MALAYSIAN STATE GOVERNMENTS.

Introduction.....	177
1. Typology of federal grants.....	178
2. The economic justification of intergovernmental transfers.....	181
2.1. To equalize vertically (improve revenue adequacy).....	182
2.2. To equalize horizontally (interjurisdictional redistribution).....	182
2.3. To correct for interjurisdictional spillovers (externalities).....	183
2.4. To correct for major administrative weaknesses and streamline bureaucracy.....	183
3. The effects of intergovernmental transfers on local government behavior.....	184
3.1. The flypaper effect.....	184
3.2. The effects on fiscal effort.....	191
4. The fiscal arrangement in Malaysia.....	194
4.1. Tax sharing grants.....	194
4.2. General Purpose grants.....	194
4.2.1. Capitation grant.....	194
4.2.2. Revenue Growth grant.....	195
4.2.3. Special grants.....	196
4.2.4. State Reserve Fund grant.....	197
4.2.5. Contingencies fund grant.....	198
4.2.6. State Advance Fund grant.....	198

4.3. Specific Purpose grants.....	198
4.3.1. State Road grant.....	198
4.3.2. Economic Development grant.....	199
4.3.3. Service Charge grant.....	200
4.3.4. Cost Reimbursement grant.....	200
4.3.5. Grant to religious schools and institutions.....	201
4.4. Discussions.....	201
4.4.1. How consistent is the system with the theoretical framework?.....	201
4.4.2. Issues related to the construct of the grants.....	202
4.4.3. The evolution of the amounts and the type of the grants.....	207
4.4.4. How dependent are the state governments on federal transfers?.....	208
4.5. Tax efforts of the state governments in Malaysia.....	212
5. Econometric Estimations.....	219
5.1. The choice of methodology.....	219
5.2. The stochastic frontier production.....	220
5.3. Data specification.....	222
5.4. Empirical specification.....	224
5.5. Results.....	225
5.5.1. Baseline regressions.....	225
5.5.2. Sub-sample of Peninsular Malaysia.....	234
5.5.3. Tax and non-tax revenues.....	237
5.5.4. General purpose and specific purpose grants.....	249
5.5.5. Endogeneity problem.....	250
5.5.5. Effects on spending.....	252
Conclusion.....	254

CHAPTER 6. RESTRAINING STATE GOVERNMENTS' SPENDING THROUGH BORROWING RESTRICTIONS.

Introduction.....	263
1. Subnational governments and fiscal indiscipline.....	265
1.1. The common pool problem.....	265
1.2. The soft-budget constraint.....	266
1.3. Examples of fiscal indiscipline.....	268
2. The role of institutional rules.....	270
2.1. Classification of institutional rules.....	270
2.1.1. Market discipline.....	272
2.1.2. Rule-based approach.....	273
2.1.3. Administrative constraint.....	275

2.1.4. Cooperative arrangements.....	275
2.2. Institutional rules and fiscal outcomes.....	276
2.3. The Malaysian case and the choice of methodology.....	278
3. Theoretical framework.....	284
4. Data and Empirical Specification.....	288
4.1. Data.....	288
4.2. Empirical Specification.....	289
5. Results.....	291
6. Responsiveness of state governments' revenues to developments investments.....	299
Conclusion.....	303
GENERAL CONCLUSION.....	306
Bibliography.....	309
Content.....	339
List of tables	
List of figures	
List of Appendixes	

List of tables

Table 2.1. Descriptive Statistics.....	60
Table 2.2. Expenditure decentralization and inflation rate.....	69
Table 2.3. Revenue decentralization and inflation rate.....	70
Table 2.4. Expenditure decentralization and the evolution of de facto exchange rate.....	72
Table 2.5. Revenue decentralization and the evolution of de facto exchange rate.....	73
Table 2.6. Expenditure decentralization and variance of growth.....	75
Table 2.7. Revenue decentralization and variance of growth.....	76
Table 2.8. Indirect effects of corruption and political institutions.....	79
Table 2.9. The nonlinearities in the effect of decentralization.....	82
Table 2.10. The impact of revenue mobilization.....	84
Tableau 3.1. Les indicateurs économiques de la Malaisie (2006).....	95
Tableau 3.2. La répartition des pouvoirs législatifs.....	102
Tableau 3.3. La répartition des sources de revenus et des pouvoirs de taxation.....	105
Tableau 3.4. La composition des revenus du gouvernement fédéral (1985-2004).....	106
Tableau 3.5. La composition des revenus des états en 2004.....	107
Tableau 3.6. L'état des finances des états en 2004.....	109
Tableau 3.7. Les indicateurs économiques des états en 2005.....	115
Table 4.1. Malaysian legislative malapportionment in comparative perspective.....	136
Table 4.2. Percentage of popular votes and percentage of seats in Parliament by political party.....	143
Table 4.3. Percentage of popular votes obtained by the ruling and opposition	

party by state.....	147
Table 4.4. States under the opposition party.....	149
Table 4.5. Descriptive statistics of the variables (2003).....	154
Table 4.6. The effects of overrepresentation in the legislative.....	157
Table 4.7. The effects of ideological leanings on state governments' expenditures.....	158
Table 4.8. The effects of overrepresentation in the legislative and in the executive on state governments' deficit level.....	162
Table 4.9. The effects of ideological leanings on state governments' deficit level.....	163
Table 4.10. Federal governments grants by state – 1964-1990 (RM Million).....	169
Table 4.11. The financing of the extra spending.....	173
Table 5.1. Capitation grant.....	195
Table 5.2. State Reserve Fund Grants.....	197
Table 5.3. Road grants.....	199
Table 5.4. Grant to religious schools and institutions.....	201
Table 5.5. Equalization effect of federal grants.....	203
Table 5.6 Arrears of revenues due to the state governments.....	217
Table 5.7. Statistics Descriptive.....	224
Table 5.8. Frontier estimation results (full sample).....	229
Table 5.9. Elasticities of input (full sample).....	231
Table 5.10. Efficiency estimates (full sample).....	231
Table 5.11. Frontier estimation results (Peninsular Malaysia).....	235
Table 5.12. Elasticities of input (Peninsular Malaysia).....	236
Table 5.13. Efficiency estimates (Peninsular Malaysia).....	236

Table 5.14. Frontier estimation results (tax revenues).....	241
Table 5.15. Elasticities of input (tax revenues).....	242
Table 5.16. Efficiencies estimates (tax revenues).....	242
Table 5.17. Frontier estimations results (non-tax revenues).....	246
Table 5.18. Elasticities of input (non-tax revenues).....	247
Table 5.19. Efficiency estimates (non-tax revenues).....	247
Table 5.20. Efficiency estimates (General vs Specific Purpose Grants).....	250
Table 5.21. The effects on state governments' expenditures	252
Table 6.1. Subnational Borrowing Controls in Selected Countries	271
Table 6.2. Loans repayments and loan repayments arrears of the state governments	283
Table 6.3. The evolution of state governments' real revenue and expenditures (1980-1990 and 1991-2001) (in %).....	290
Table 6.4. Estimation results for pooled sample (1980-2003).....	293
Table 6.5. Estimation results for split sample.....	294
Table 6.6. Estimation results for split sample (1980-2003).....	296
Table 6.7. The effects of development expenditure on revenue.....	301
Table 6.8. The effects of development expenditure on own revenue.....	302

List of figures

Figure 1.1. Welfare benefits of decentralization.....	17
Figure 1.2. The Accountability Framework.....	23
Figure 1.3. Decentralization and Accountability Framework.....	24
Figure 1.4. Cost shifting strategies in local public services.....	28
Figure 3.1. La carte de la Malaisie.....	94

Graphique 3.1. La croissance des revenus du gouvernement central et des Etats (1980-2004).....	108
Figure 4.1. Parliament apportionment by states.....	137
Figure 4.2. The Malaysia Development Plan Allocations by states.....	166
Figure 4.3. The Malaysia Development Plan Allocations per capita by states.....	167
Figure 5.1. Intergovernmental transfers as a percentage of subnational governments' total revenue in the developed world (averages over 1990s).....	180
Figure 5.2. Intergovernmental transfers as a percentage of subnational governments' total revenue in the developing world (averages over 1990s).....	181
Figure 5.3. Effects of intergovernmental grants.....	186
Figure 5.4. The evolution of state grants and federal government' total expenditures (1971-2003).....	207
Figure 5.5. Level of transfer dependency across states (1970-2004).....	209
Figure 5.6. Level of transfer dependency by states (1980-2003).....	210
Figure 5.7. The evolution of the composition of state grants (1971-2003).....	211
Figure 5.8. The evolution of state and federal government' tax revenues and the economic growth rate (1980-2002).....	213
Figure 5.9. Efficiency estimates (full sample).....	233
Figure 5.10. Efficiency estimates (Peninsular Malaysia).....	238
Figure 5.11. Share of tax and non-tax revenues.....	240
Figure 5.12. Efficiency estimates (tax revenues).....	244
Figure 5.13. Efficiency estimates (non tax revenue).....	248
Figure 6.1. State governments' finance 1980-2003.....	281
Figure 6.2. State governments' outstanding debts 1984-1999.....	282
Figure 6.3. GDP growth (1980-2003).....	294

List of appendixes

Appendix 2.1. Countries included in the sample	89
Appendix 2.2. Description of the variables	90
Appendix 5.1. Articles in the Constitution related to federal grants	256

Résumé

Lors des deux décennies dernières, une vague de décentralisation a déferlé sur le monde entier. En effet, selon Ebel (2000), des 77 pays en développement et en transition recensés dans le monde, 63 ont procédé à une politique de décentralisation. Il y a deux objectifs principaux que nous essayons d'atteindre dans cette thèse. Premièrement, nous essayons d'examiner empiriquement les effets de la décentralisation sur la stabilité macroéconomique. Cette recherche est motivée par la constatation que s'il existe une littérature assez importante sur l'impact de décentralisation sur la croissance, la question des effets de la décentralisation sur la stabilité macroéconomique reste relativement peu développée. Cependant, force est de constater que l'issue d'une politique de décentralisation qui en résumé, consiste à accorder plus de pouvoirs et de responsabilités aux gouvernements locaux, est largement dépendante des comportements de ces derniers. Ainsi, nous nous sommes amenés dans la deuxième partie de notre thèse de traiter des questions des déterminants des comportements des gouvernements locaux. Plus spécifiquement, nous essayons de mettre en relation les comportements des gouvernements locaux avec les institutions qui les entourent et plus particulièrement les incitations qui résultent de ces institutions. Nous avons pour cela choisi la Malaisie comme notre étude de cas.

***Mots clés:** décentralisation, fédéralisme budgétaire, stabilité macroéconomique, comportements des gouvernements locaux, Malaisie.*

Abstract

In the last two decades there has been a worldwide interest in decentralization of government in all parts of the world. According to Ebel (2000), out of the 77 developing and transition countries with populations greater than 7 million, 63 have embarked on some form of fiscal decentralization. There are two main objectives that we tried to achieve through this thesis. Firstly, we tried to examine empirically the effects of decentralization on macroeconomic stability. Even though there is a huge literature both theoretically and empirically on the impact of decentralization, not many of them seems to be interested on the question of the link between decentralization and macroeconomic stability. Nevertheless, it should be noted that the outcome of a decentralization policy which in short can be defined as the delegation of more powers and responsibilities to lower level governments, depends largely on the behavior of these subnational governments. As such, in the second part of this thesis, we tried to analyze the determinants of subnational governments' behaviors. More specifically, we tried to look at the relation between the behavior of subnational governments and the institutions in which they evolve and more particularly the incentives that result from these institutions. In order to achieve that, we used Malaysia as our case study.

***Keywords:** Decentralization, Fiscal Federalism, Macroeconomic Stability, Subnational governments' behavior, Malaysia.*